

PLF2024, WILAYAS DÉLÉGUÉES, INTERNET...

Les décisions de Tebboune

Plusieurs instructions ont été données au gouvernement par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres. D'abord, concernant l'élaboration de la loi de Finances 2024, il a été décidé de lui consacrer un conseil des ministres spécial pour débattre du PLF-2024 avec toute la précision requise, lit-on dans le communiqué du Conseil des ministres. P 3



ADOPTION DE L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE DANS LE SECTEUR AGRICOLE
Un mécanisme nécessaire pour garantir la sécurité alimentaire

Des chercheurs, lors du premier Colloque national sur la sécurité alimentaire et l'économie de la connaissance, organisé dimanche à Oran, ont souligné que l'adoption de l'économie de la connaissance dans le secteur agricole est considérée comme un mécanisme nécessaire pour garantir la sécurité alimentaire et relever les défis.

P 2

VIANDES BLANCHES
Hausse des prix de 48%

L'évolution conjoncturelle des prix sur le marché des produits avicoles au cours de ce troisième trimestre 2023, montre une fois encore une instabilité chronique forte. En effet, les prix des produits avicoles (poulet de chair et œufs de consommation) ont enregistré des tendances à la hausse entre les mois de juillet et septembre. Ainsi, les prix des poulets sortie poulailler (vif) ont connus un accroissement de 39 % et 48 % au niveau du détail « vidé » entre les mois de juillet et septembre.

P 5

SOUS-TRAITANCE INDUSTRIELLE
La 8^e édition d'Algest 2023 s'ouvre à la Safex



La 8^e édition du Salon international de la sous-traitance industrielle (Algest 2023) s'ouvre à la Safex, avec la participation d'une centaine d'exposants, représentant, entre autres, les secteurs de l'industrie militaire, la mécanique de précision, la métallurgie, la fonderie, l'énergie, le textile et les travaux publics.

P 16

SÉCURITÉS ALIMENTAIRE ET SANITAIRE

Des mesures préventives adoptées au profit du consommateur P 3

INDUSTRIALISATION ET DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Le rôle catalyseur de la Zlecaf P 4

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Benabderrahmane aujourd'hui devant les Sénateurs P 3

UNIVERSITÉ
CHADLI BENDJEDID
D'EL- TARF

Vers la
création
d'une ferme
aquacole

L'université Chadli Bendjedid d'El Tarf entend créer "prochainement" une ferme d'aquaculture à El Bettah dans la commune de Ben M'hidi (40 km d'El Tarf), a indiqué dimanche son recteur. Dès son entrée en activité, cette ferme aquacole servira aux études et recherches en biologie marine et à la formation des étudiants de cette wilaya du littoral dans la filière de l'aquaculture, a affirmé à l'APS Pr. Choul Benchahra. Le ministère de tutelle a donné son accord pour la concrétisation de ce projet dont les études techniques ont été effectuées, a ajouté le recteur en précisant qu'une demande a été adressée au wali d'El Tarf pour désigner un autre site pour le projet plus proche de l'université qu'El Bettah. Pr. Benchahra a ajouté en outre que l'université d'El Tarf œuvre à intégrer des formations adaptées aux spécificités de la wilaya et vient de proposer à la tutelle l'ouverture d'une licence professionnelle dans le dessalement de l'eau de mer pour accompagner la stratégie du gouvernement et concrétiser les directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune relatives à la formation de spécialistes capables de développer ce domaine. L'université d'El Tarf a accueilli 1.839 nouveaux étudiants au titre de l'actuelle année universitaire 2023-2024 et a ouvert diverses nouvelles spécialités dans les domaines notamment de biologie forestière, des systèmes de production agricole, de la pêche et de l'aquaculture.

ADOPTION DE L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE
DANS LE SECTEUR AGRICOLE

Un mécanisme nécessaire pour
garantir la sécurité alimentaire

Des chercheurs, lors du premier Colloque national sur la sécurité alimentaire et l'économie de la connaissance, organisé dimanche à Oran, ont souligné que l'adoption de l'économie de la connaissance dans le secteur agricole est considérée comme un mécanisme nécessaire pour garantir la sécurité alimentaire et relever les défis.

Synthèse Slimane T.

Dans ce cadre, l'universitaire Amine Benslimane de l'Université d'Oran-2 «Mohamed Benahmed» a indiqué, lors d'une intervention intitulée «l'économie de la connaissance et la diversification de l'économie et la sécurité alimentaire: équation des enjeux», que l'investissement en Algérie dans l'économie de la connaissance, à travers plusieurs indicateurs, notamment les dépenses de l'Etat dans les technologies modernes de communication et la numérisation, entraîne l'augmentation des indicateurs de sécurité alimentaire dans l'enseignement supérieur, la recherche scientifique, l'éducation nationale et d'autres secteurs. Le même intervenant a affirmé que «l'approche que l'Algérie adopte, actuellement, dans le domaine de l'économie de la connaissance et de la politique de diversification de l'économie est correcte, car ce sont deux mécanismes très importants pour parvenir à la sécurité alimentaire».

Dans le même contexte, il a mis en relief la nécessité de mettre l'accent sur la création de centres de recherche d'excellence, regroupant les chercheurs algériens, pour développer la recherche agricole, un mécanisme permettant de relever les défis de l'avenir. Pour sa part, l'universitaire Kateb Karim, directeur du Laboratoire de gestion d'entreprises et de développement économique à l'Université de l'enseignement continu (centre d'Oran), a indiqué que de gros efforts sont déployés par l'Etat pour activer les entreprises émergentes dans le secteur agricole et l'utilisation des technologies modernes dans ce domaine, tout en impliquant les agriculteurs, lors de séminaires et forums, qui sont le maillon essentiel dans la diversification de l'économie, assurant une sécurité alimentaire durable. L'ex ministre de l'Agriculture, Rachid Benaïssa, qui a animé une conférence sur «L'économie de la connaissance, le développement durable et la souveraineté alimentaire», a souligné, pour sa part, la nécessité de mobiliser l'ensem-

ble des acteurs et de s'appuyer sur les connaissances fournies par l'université et celles implicites que possèdent les agriculteurs et les éleveurs, afin d'appliquer les techniques sur le terrain et les accompagner pour un travail intégré et efficace. Cette rencontre a également été l'occasion de présenter quelques projets de recherche menés par le Professeur Benyamina Abou El Hassan de l'Université d'Oran-1, «Ahmed Ben Bella», dans le domaine de l'agriculture intelligente, notamment dans le domaine de l'irrigation intelligente et le développement d'une plateforme de suivi des exploitations agricoles à distance. Pour rappel, l'organisation de ce colloque national a été supervisée par la Faculté des Sciences économiques, commerciales et de gestion de l'Université d'Oran-2, «Mohamed Benahmed» et le Laboratoire d'ingénierie du développement durable, de la responsabilité de l'Université et de l'insertion sociale du même établissement.

INCUBATEUR DE L'UNIVERSITÉ D'ORAN 1

Tripler le nombre de projets accompagnés

L'incubateur de l'Université d'Oran 1 "Ahmed Ben Bella" ambitionne de tripler le nombre de projets innovants et projets de création de startup incubés et accompagnés, durant l'année en cours, a-t-on appris, lundi, de son responsable. «Pour cette année, nous envisageons, dans le cadre du mécanisme "Diplôme-Startup/Diplôme-Brevet" lié au décret 12-75, de tripler le nombre de projets d'étudiants incubés, que ce soit pour la création de startup ou pour l'obtention de brevets d'invention, qui est un

objectif majeur pour nous dans la mesure où l'Etat compte beaucoup sur l'innovation et la création d'entreprises à l'Université», a indiqué à l'APS Pr Rouane Hassan Omar. Au titre de cette année universitaire 2023-2024, l'incubateur ambitionne de dépasser les 110 projets et 250 étudiants accompagnés, a-t-il dit. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la réalisation des objectifs des pouvoirs publics pour la mise en place d'un climat favorisant l'émergence d'une génération d'entrepreneurs universitaires,

capables de contribuer à la croissance économique de l'Algérie, a déclaré Pr Hassan Omar. Pour rappel, l'année dernière, l'incubateur a accompagné une quarantaine de projets portés par 75 étudiants dans différentes spécialités, notamment en pharmacie, informatique, biotechnologie, chimie, intelligence artificielle et autres. A ce propos, le même responsable a précisé que sa structure assure aux étudiants porteurs d'idées la formation, l'accompagnement, le coaching, l'assistance et aussi la recherche de financement pour

transformer leurs idées en projets. L'étudiant se rapproche de l'incubateur avec seulement son idée de projet et la partage avec les encadreurs de l'incubateur et, à partir de là, tous les outils à même de concrétiser son projet lui sont fournis. Dans ce cadre, les étudiants sont accompagnés dans la création de business plans, les études techniques et financières, l'obtention de brevets, le niveau de l'Institut National de la Propriété Intellectuelle (INAPI), ainsi que l'obtention d'une labellisation de projet-innovant et de startup.

RÉHABILITATION DU BARRAGE VERT/BORDJ BOU ARRERIDJ

Programme de plantation de près de 500 ha en arbres fruitiers

Un programme de plantation de 476 hectares en oliviers et arbres fruitiers à travers 11 communes de la wilaya de Bordj Bou Arreridj a été arrêté au titre du plan national d'extension et réhabilitation du barrage vert pour l'année 2023, a indiqué dimanche le directeur des services agricoles, Houari Boumediene Douibi. L'essentiel de ces

476 hectares seront plantés d'oliviers dans les communes de Ben Daoud, El M'hir, El Ksour, El Ach, El Hamadia, Rabta, Bordj Ghédir, Ghilassa, Taglait, Ras El Oued et Ouled Brahem, a précisé le même responsable. L'inscription des agriculteurs souhaitant bénéficier de ce programme de plantation d'oliviers a été ouverte au niveau des subdivisions agri-

coles, selon la même source qui a indiqué que la plantation sera assurée par l'entreprise de génie rural tandis que les premières irrigations seront prises en charge par le bénéficiaire. L'objectif du plan national d'extension et réhabilitation du barrage vert est de planter un million d'arbres dans les prochaines années pour remplacer le couvert végétal ravagé par

les incendies qui ont touché de vastes aires de plusieurs wilayas du Nord, a indiqué M. Douibi. Début 2022, les wilayas de Bordj Bou Arreridj, Sétif et Biskra ont été intégrées au projet du barrage vert lancé au début des années 1970 à travers les wilayas de Naâma, El Bayadh, Laghouat, Djelfa, Médéa, Bouira, M'sila, Batna, Khenchela et de Tébessa.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

PLF2024, WILAYAS DÉLÉGUÉES, INTERNET...

Les décisions de Tebboune

Plusieurs instructions ont été données au gouvernement par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres. D'abord, concernant l'élaboration de la loi de Finances 2024, il a été décidé de lui consacrer un conseil des ministres spécial pour débattre du PLF-2024 avec toute la précision requise, lit-on dans le communiqué du Conseil des ministres.

Par Sirine R.

Le chef de l'Etat a insisté devant l'Exécutif sur la nécessité de donner la priorité aux projets à caractères stratégiques et de préserver le pouvoir d'achat des citoyens dans cette conjoncture mondiale de hausse des prix et d'extension du cercle de l'instabilité dans le monde. Ce projet de loi devant, ajoute-t-il, comporter toutes les décisions prises lors des réunions du Conseil des ministres, tant pour le volet social qu'économiques, outre la préservation de la souveraineté du pays par le non recours à l'endettement.

Dans un autre registre, le Président Tebboune a donné comme instruction de suivre le projet de création de nouvelles wilayas déléguées dans les sud et les Hauts Plateaux, en attendant de créer dans une prochaine étape de nouvelles wilayas au nord du pays. Cela, a-t-il souligné, en prenant en compte les capacités financières du pays. A ce propos, le Président Tebboune a affirmé que la création de nouvelles wilayas déléguées avait pour objectif de "généraliser le développement local, créer des espaces économiques et alléger le fardeau qui pèse sur le citoyen", soulignant qu'il était impératif de «tenir compte des capacités et des potentialités de l'Etat à créer de nouvelles wilayas déléguées», ajoute la même source.

L'autre orientation présidentielle concerne l'amélioration de la qualité du débit internet afin de relever le niveau des services dans les secteurs vitaux, comme l'enseignement supérieur, l'éducation, les fi-

nances et les banques.

Dans le même registre, il a insisté sur la sécurisation du réseau de raccordement à l'internet, de prendre en compte la cybersécurité et de réfléchir à aller vers l'internet par satellite, chargeant le ministre du secteur de préparer un plan d'action global sur cette opération.

L'autre sujet abordé au cours de la réunion concerne le développement des filières de l'hydrogène vert et de l'électricité solaire. Tout en saluant l'orientation de l'université algérienne vers la création de spécialités dans le domaine de l'hydrogène vert, le chef de l'État a demandé l'élaboration d'une stratégie globale concernant cette filière et de renforcer les capacités du pays dans le domaine de l'énergie solaire. Le Président de la République a instruit «le Gouvernement à l'effet de mettre en exergue les efforts de l'Etat dans la préservation de l'écosystème et la protection de l'environnement, tout en intensifiant le travail à même de réaliser des résultats optimaux en la matière».

Concernant les grands projets de travaux publics, le conseil des ministres a donné son aval pour le parachèvement des pénitentes autoroutières devant relier les wilayas de Tizi Ouzou et Mascara à l'autoroute Est-Ouest.

Les travaux des deux projets de pénitentes autoroutières de Mascara et de Tizi-Ouzou ont été lancés en 2014. Neuf ans après, les deux infrastructures routières n'ont pas été achevées.

La pénitente autoroutière de Mascara s'étend sur une distance de 43 km. Le projet a nécessité un investissement de 37

milliards DA. Le projet comprend 31 ouvrages d'art et 9 viaducs dont un d'une longueur de 1.910 mètres, situés entre les communes d'El Keurt et Hacine outre 4 échangeurs au niveau des communes d'El Keurt, Hacine et Sig. Le taux d'avancement des travaux a atteint 88%, avait indiqué en décembre 2021, le directeur général de l'Algérienne des autoroutes, Khaldi Mohamed.

Le projet divisé en deux lots a été attribué en avril 2014 au groupement sino-algérien GPAM composé de Shan Dong Luqoad, SNC Mezoughi, SEROR et SNTP pour le lot 1 de 18 km et au groupement espagno-algérien composé de CHM infraestructuras, Levantinas Ingenieria y Construcción (LIC), ETP Benzamia et SARL Irrigout pour le lot 2 de 25 km, et un délai de 24 mois. Les travaux ont été officiellement lancés le 20 septembre 2014.

Pour le projet de la pénitente autoroutière de Tizi-Ouzou, il avait été attribué au groupement algéro-turc composé de Özgün, Nurol et ENGOA en avril 2013 pour un montant 55,96 milliards de dinars et un délai de 36 mois. La première pierre du projet a été posée le 16 juillet 2013.

Cette autoroute longue de 48 km traverse les wilayas de Bouira et de Tizi Ouzou avec 21 viaducs et deux tunnels de 950 m et 710 m traversant respectivement les communes de Draâ El Mizan et Aït Yahia Moussa. Cette pénitente compte aussi 25 km de routes secondaires, 7 échangeurs, 37 ouvrages d'art (dont les 21 viaducs) dont 16 de ces viaducs situés sur la partie prévue dans la Wilaya de Tizi Ouzou.

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Benabderrahmane aujourd'hui devant les Sénateurs

Le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane présentera, aujourd'hui mardi, la déclaration de politique générale du gouvernement devant les membres du Conseil de la nation.

Un communiqué de la chambre haute du Parlement indique que le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a présidé, ce lundi, une réunion du bureau du Conseil élargi aux président des groupes parlementaires, consacrée au planning des plénières pour la période du 17 au 19 octobre 2023.

La même source ajoute que la plénière de ce mardi sera consacrée à la présentation de la déclaration de politique générale du gouvernement par le Premier ministre.

Les interventions des parlementaires sont programmées pour l'après-midi et se poursuivront durant la journée du mercredi 18 octobre. La matinée du jeudi 19 octobre est réservée aux interventions des présidents des groupes parlementaires, qui seront suivies de la réponse du Premier ministre aux interrogations soulevées par les sénateurs, selon la même source qui ajoute que la séance sera sanctionnée par une motion sur la Déclaration de politique générale du gouvernement.

Dans son communiqué, le bureau du Conseil de la nation a mis en avant les décisions prises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune lors du dernier Conseil des Ministres, visant à consolider la souveraineté financière de l'Algérie. Des décisions excluant tout recours à l'endettement extérieur.

SÉCURITÉS ALIMENTAIRE ET SANITAIRE

Des mesures préventives adoptées au profit du consommateur

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a affirmé, lundi à Alger, que l'Algérie avait adopté les mesures nécessaires en vue d'assurer des aliments sains au profit des consommateurs et prévenir des intoxications alimentaires.

Lors d'une journée scientifique sur le modèle d'alimentation saine, organisée par l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS) au Centre international de conférences (CIC) « Abdelatif-Rahal », en présence du président de l'ANSS, Pr. Kamel Sanhadji, de conseillers du Président de la République, de représentants des ministres de l'Agriculture et du Développement rural et de la Santé, du représentant des Nations Unies en Algérie, mais aussi de nombreux acteurs en matière de santé et de sécurité alimentaire, M. Zitouni a affirmé que son département ministériel « a fixé parmi ses priorités stratégiques la protection renforcée de la santé et de la sécurité du consommateur, outre la garantie d'aliments sains».

Cette démarche s'aligne, poursuit-il, avec les besoins alimentaires des consommateurs eu égard aux changements enregistrés dans les schémas de consommation de

la société algérienne, ayant touché toutes les tranches d'âge, à l'instar de l'avancée technologique que connaît le domaine de l'industrie agroalimentaire.

«De nombreuses mesures s'alignant avec ces changements ont été adoptées par les secteurs ministériels concernés », a-t-il souligné, se félicitant des efforts inlassables consentis par l'Etat en vue de la prévention des intoxications alimentaires. Il a rappelé, dans ce contexte, l'élaboration par son département ministériel, en coordination avec les services extérieurs, de rapports analytiques et évaluatifs sur les cas d'intoxication enregistrés annuellement, affirmant que ces rapports étaient érigés en référentiels utiles aussi bien pour les secteurs concernés que pour les associations de protection du consommateur. Il a également évoqué le projet de protocole d'intervention rapide en cas d'apparition de toute éventuelle intoxication collective, élaboré en 2017 puis actualisé et enrichi en 2020, lequel est considéré comme un mécanisme efficace garantissant la coordination entre les services concernés.

En vue de maîtriser ce phénomène, le ministère du Commerce et de la Promotion

des exportations a partagé sa base de données relative aux intoxications durant la période 2007-2022 avec l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), en vue de l'exploiter dans l'analyse de ce phénomène et son suivi instantané, affirme M. Zitouni.

Au volet légal et réglementaire lié à la salubrité des produits alimentaires, le ministre a rappelé l'entrée en vigueur, depuis février dernier, de l'arrêté interministériel du 1 décembre 2020, définissant les conditions et modalités d'application du système d'analyse des risques et de maîtrise des points critiques (HACCP), lequel contraint les opérateurs économiques à appliquer ce système afin d'évaluer les risques et maîtriser davantage la salubrité de leurs produits alimentaires. De plus, les laboratoires de répression de fraude ont été renforcés en ressource humaine et en équipements scientifiques selon M. Zitouni qui a fait état du recensement de 35 laboratoires actifs, précisant que « le but escompté est de réaliser un laboratoire de répression de fraude au niveau de chaque wilaya ».

En vue de promouvoir une alimentation saine et prévenir les maladies non trans-

missibles comme l'obésité, l'hypertension artérielle et le diabète, des mesures ont été prises en vue de réduire la consommation excessive ainsi que le sucre, le sel et les matières grasses dans certains aliments les plus consommés, d'autant plus que ces efforts ont été couronnés par la promulgation de 9 textes réglementaires dans le journal officiel (JO) et encadrant plusieurs aliments.

Dans l'aspect de sensibilisation et en vue d'asseoir une culture de consommation saine et rationnelle, le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations mène à travers 58 wilayas, de manière périodique, des campagnes de sensibilisation en associant les médias et les associations de protection du consommateur et les secteurs ministériels concernés, sur des thèmes relatifs à la prévention des intoxications alimentaires, la sécurité des aliments, la réduction progressive de la consommation de sel, de sucre et des matières grasses, ainsi que sur tous les textes réglementaires y afférents et promulgués dans le journal officiel (JO), ajoute M. Zitouni.

R E.

SAA
**Renouvellement
de la
certification
ISO 9001**

La Société nationale des assurances (SAA) a annoncé, lundi dans un communiqué, le renouvellement de sa certification ISO 9001, version 2015 ainsi que la finalisation de l'extension du domaine d'application du Système de management de la qualité (SMQ) à l'ensemble de ses structures et réseaux de distribution. "Ce renouvellement de certification illustre l'engagement indéfectible de la SAA envers la satisfaction de ses clients et l'amélioration continue de ses processus de gestion", souligne la même source. Il témoigne également, poursuit le communiqué, de la capacité exceptionnelle de l'entreprise à offrir à sa clientèle des produits et services de qualité supérieure, entièrement conformes aux normes nationales et internationales les plus exigeantes. Pour la SAA, l'extension du domaine d'application de son Système de management de la qualité à l'ensemble de ses structures et réseaux de distribution revêt "une importance significative" dans la mise en œuvre de la stratégie de transformation de l'entreprise. "Son objectif est de fournir des produits et services de qualité uniforme dans l'ensemble du réseau de la SAA", est-t-il souligné.

INDUSTRIALISATION ET DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Le rôle catalyseur de la Zlecaf

La Zlecaf pourrait réduire la vulnérabilité de l'Afrique face aux chocs externes en stimulant le commerce intra-africain. Pour maximiser ces avantages, il est recommandé d'améliorer la stabilité, les infrastructures et la numérisation des économies, notamment des services douaniers.

Par R E/Agence

La Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) peut jouer un rôle catalyseur dans l'industrialisation et le développement du continent, en offrant aux investisseurs locaux et étrangers l'opportunité d'implanter des unités de transformation des matières premières en produits semi-finis ou finis pour servir un marché ouvert et interconnecté de 1,2 milliard de consommateurs, selon un rapport publié le 11 octobre par la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI). Intitulé « Développement industriel de l'Afrique : comment la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) peut-elle y contribuer ? », le rapport rappelle que le continent demeure la région la moins industrialisée du monde plus de quarante ans après la première décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA I) lancée en 1980 par des organisations régionales avec l'appui de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI). La contribution des économies africaines à la valeur ajoutée manufacturière (VAM) à l'échelle mondiale se limite à 1,8 %. Cela veut dire que l'intégration des productions africaines à la chaîne de valeurs mondiale se passe au bas (au début) de cette chaîne ; là où il y a très peu de transformations industrielles. Actuellement, les performances économiques de l'Afrique sont essentiellement dues à l'essor prolongé de l'exploitation des matières premières, au développement rapide du secteur des services et à l'apport de l'aide au développement. Ce faible niveau d'industrialisation explique d'ailleurs pourquoi la part de l'Afrique dans le commerce mondial n'a jamais pu dépasser le plafond de 3 %, bien que les économies africaines soient caractérisées par un degré relativement élevé d'ouverture commerciale, avec un taux des

exportations et importations autour de 65 % du PIB en 2021.

De plus, le commerce intra-africain se situe à environ 16 % du total des échanges commerciaux du continent, un niveau très en deçà du commerce intra-régional en Europe (60%), en Amérique du Nord (40%) et dans les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-est (30 %). Le faible niveau d'intégration régionale et l'incapacité des pays africains à opérer une transformation structurelle de leurs économies basée sur le développement industriel rendent le continent extrêmement vulnérable aux chocs internationaux tels que la crise sanitaire du Covid-19 et les tensions géopolitiques liées à la guerre en Ukraine.

**Un marché de 1,2 milliard
de consommateurs potentiels**

Le rapport souligne dans ce cadre que la Zlecaf a le potentiel d'impulser l'industrialisation tant attendue du continent, de réduire sa très grande vulnérabilité vis-à-vis de l'extérieur et d'accélérer son développement économique et social à travers une augmentation substantielle de son commerce intracontinental. Dans ses objectifs, la Zlecaf vise essentiellement à dynamiser le marché africain et à développer le commerce intra-africain en réduisant ou éliminant les barrières commerciales et en harmonisant les réglementations et les normes. Cela contribuera à attirer les investissements transfrontaliers et internationaux sur le continent, grâce à la croissance de la demande africaine. En effet, un marché commun africain intégré et suffisamment ouvert devrait permettre aux pays du continent de convaincre plus facilement les investisseurs locaux et internationaux d'implanter et de développer des unités de transformation des matières premières en produits semi-finis ou finis, et de favoriser des

synergies régionales d'industrialisation via des chaînes de valeurs régionales et continentales.

Une fois pleinement opérationnelle, la Zlecaf pourrait augmenter le commerce intra-africain de plus 34 % d'ici 2045 (comparé à la situation d'un scénario sans la Zlecaf). A terme, le continent représentera un marché très attractif de 1,2 milliard de consommateurs potentiels sur l'ensemble des 55 états membres de l'Union africaine, et un PIB cumulé de plus 2900 milliards de dollars. Dans le contexte d'une forte intégration commerciale, une industrialisation suffisamment solide pour transformer les riches dotations naturelles des pays africains en richesses économiques est d'autant plus possible que l'Afrique possède de nombreux atouts pour réussir sa transformation manufacturière. Elle dispose d'un accès proche à de nombreuses matières premières, notamment minérales, mais aussi à des produits bruts agricoles, forestiers et piscicoles. Sa population active majoritairement jeune constitue l'une des réserves de main-d'œuvre les plus dynamiques au monde. On y assiste par ailleurs à la création d'un nouveau marché domestique attractif avec l'émergence des classes moyennes urbaines.

Pour tirer pleinement profit du potentiel énorme de la Zlecaf en tant que puissant catalyseur d'une transformation structurelle des économies africaines, le rapport recommande aux pays du continent de poursuivre leurs efforts pour améliorer la stabilité et la sécurité en vue d'offrir une prévisibilité et une garantie aux investisseurs, de lancer un appel à des partenariats stratégiques auprès des institutions financières et investisseurs afin de mobiliser des ressources nécessaires à l'amélioration des infrastructures, et de numériser les économies (notamment les systèmes douaniers) en vue de réduire les coûts des transactions commerciales.

PÉTROLE

Le Brent se rapproche des 91 dollars

Les cours du pétrole étaient partagés lundi, alors que les investisseurs attendent de voir comment évolue la situation qui reste difficile en termes de prévision des prix. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre, s'effritait de 0,08% à 90,82 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en novembre, prenait 0,11% à 87,98 dollars. "La situation reste fluide et difficile en termes de prévision des prix, avec peu de chances de retour à un marché relativement normal", estiment des analystes. De son côté, le gaz naturel européen patinait légèrement lundi. Le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence eu-

ropéenne, se repliait légèrement de 5,26%, évoluant à 51,14 euros le mégawattheure (MWh), redescendant quelque peu de ses précédents sommets. Vendredi, il avait touché 56,10 euros le MWh, son plus haut prix depuis début février. "L'incertitude et le risque persistent dans le marché du gaz, notamment pour l'hiver qui arrive dans l'hémisphère nord" note l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans une lettre d'information lundi. Les analystes continuent à tenter d'anticiper comment pourrait évoluer le confit et les risques pour l'approvisionnement pétrolier. «Une implication potentielle de l'Iran», important producteur et membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) "à Gaza en-

traînerait une grave perturbation de l'approvisionnement mondial en pétrole à moyen terme", rappelle Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. Elle ajoute que "les fluctuations des prix du pétrole brut ont des implications importantes pour l'économie mondiale": la hausse des prix de l'énergie "menace de perturber la guerre des banques centrales contre l'inflation et de peser sur une économie mondiale déjà mal en point". Ce qui pèserait sur la consommation d'or noir à travers le monde. De son côté, le gaz naturel européen patinait légèrement lundi. Le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, se repliait légèrement de 5,26%, évoluant à

51,14 euros le mégawattheure (MWh), redescendant quelque peu de ses précédents sommets. Vendredi, il avait touché 56,10 euros le MWh, son plus haut prix depuis début février. "L'incertitude et le risque persistent dans le marché du gaz, notamment pour l'hiver qui arrive dans l'hémisphère nord" note l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans une lettre d'information lundi. Elle énumère notamment "les risques de grève en Australie", "des interruptions de production en Israël après l'attaque du Hamas" -avec la fermeture du champ gazier de Tamar- ainsi que des dégâts sur un gazoduc reliant la Finlande à l'Estonie en mer Baltique.

Synthèse R E.

VIANDES BLANCHES

Hausse des prix de 48%

L'évolution conjoncturelle des prix sur le marché des produits avicoles au cours de ce troisième trimestre 2023, montre une fois encore une instabilité chronique forte. En effet, les prix des produits avicoles (poulet de chair et œufs de consommation) ont enregistré des tendances à la hausse entre les mois de juillet et septembre.

Synthèse Z R.

Selon la dernière Note de conjoncture (produits et intrants avicoles) de l'Institut techniques des élevages (Itlev), il a été relevé une hausse significative des prix des viandes banches et œufs de consommation aux différents stades. Ainsi, les prix des poulets sortie poulailler (vif) ont connus un accroissement de 39 % et 48 % au niveau du détail « vidé » entre les mois de juillet et septembre. Idem pour les œufs de consommation, un accroissement des prix de 13 % et 17 %, respectivement au niveau de la production et du détail. Cette tendance haussière des prix est «due principalement à une mauvaise structuration des filières avicoles aux différents stades, aux maladies aviaires, aux conditions climatiques qui ont causés de nombreuses mortalités et aux problèmes financiers, obligeant un grand nombre d'éleveurs à abandonner l'activité de l'élevage», indique la même Note. Comme signalé auparavant, la hausse des prix des viandes blanches enregistrée durant les mois d'août et septembre est due principalement à une baisse de l'offre sur les marchés durant cette période, qui s'explique par une baisse sensible des mises en place et l'abandon de l'activité de l'élevage durant la fin du deuxième trimestre 2023. Une chute sensible de la production de poulet constatée durant ce trimestre causée par un taux de mortalité important dû aux maladies aviaires, les fortes chaleurs enregistrées durant les mois de juillet / août dernier, ajoute-t-elle. Comme constaté, la hausse des prix est due principalement à une baisse

de la disponibilité du poulet au niveau des élevages. Une baisse due aux nombreuses mortalités causées par les maladies aviaires, les fortes chaleurs, atteignant des taux de 20 % et 25 % dans un grand nombre d'élevages d'après les informations reçues. Une situation qui a eu un effet négatif sur les rendements, un impact direct sur la croissance des poulets, une perte de poids importante durant cette période estivale ou un grand nombre d'éleveurs ont abandonner l'activité de l'élevage. Le même constat est observé pour les œufs de consommation, ou on a enregistré durant ce trimestre une légère hausse des prix des œufs de 13 % entre les mois de juillet et septembre. «On a relevé une disponibilité des œufs sur les marchés mais les prix se maintiennent toujours à des niveaux élevés (à partir de 20 DA l'unité)», selon la Note. Une situation due à une perturbation au niveau de la disponibilité des intrants biologiques, le prix des poulettes démarrées qui se maintiennent à des niveaux élevés et la cherté des aliments , obligeants certains éleveurs a abandonner l'activité de l'élevage, ce qui a affecté sensiblement la production, une baisse de l'offre et une hausse des prix (la loi de l'offre et la demande). Selon la comparaison trimestrielle, il est été relevé une légère tendance à la hausse des prix du poulet de chair aux différents stades de la production jusqu'au prix de détail. Ainsi «on a enregistré une augmentation de l'ordre de 1 % au niveau de la production, 2 % au niveau de l'abatage et 4 % au niveau du détail». Concernant les œufs de consommation, en comparaison trimestrielle, «on a enregistré une stabilité des prix

au niveau de la production et une légère hausse des prix de l'ordre de 5 % au niveau du détail». Par ailleurs et en comparaison annuelle, «on a enregistré un accroissement des prix plus accentué aux divers stades de la production. Ainsi, on a enregistré respectivement une hausse de 27% au niveau de la production et 22 % au niveau de l'abatage et du détail». Idem pour les œufs de consommation, «nous relevons des tendances à la hausse, une augmentation des prix a été enregistré de l'ordre de 13 %, respectivement au stade de la production et du détail». Dans l'ensemble, les filières avicoles qu'il s'agisse du poulet de chair ou des œufs de consommation, ils restent confrontées à une instabilité des coûts de production depuis plusieurs mois. Cette situation est due à un déséquilibre entre l'offre et la demande, qui s'explique par l'abandon partiel de l'activité de l'élevage (chair et ponte) par les petits éleveurs pour raisons financières (endettement) et les nombreuses maladies aviaires qui affectent les élevages causant de nombreuse mortalité. Afin d'améliorer la production des viandes blanches et œufs de consommation et d'assurer une disponibilité de 50 % à 60 % le long de l'année à des prix raisonnable, il est souhaitable, recommandent les rédacteurs de cette Note, de faciliter aux groupes avicoles (GAC, GAO, GAE) d'investir dans la mise en place de nouvelles structures d'élevages (chair et ponte) de grande capacité. Pour cela, il faudra leurs octroyés des financements pour la réalisation de ces projets. C'est une solution qui va permettre de résoudre le problème de l'organisation des filières et de l'offre au niveau national.

PROJET DE RÉHABILITATION DU BARRAGE VERT

Instruction pour associer les jeunes compétences

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a mis en avant, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, l'importance d'associer les jeunes compétences au projet de réhabilitation, d'extension et de développement du barrage vert, indique un communiqué du Conseil. Après avoir écouté l'exposé sur la réhabilitation, l'extension et le développement du barrage vert, le Président de la République a souligné «l'importance de réhabiliter et de développer cet acquis en y associant les start-up et en ouvrant la voie au recrutement des jeunes habitants des wilayas que traverse le barrage vert, dans des opérations de reboisement», précise la même source. Dans ce sillage, le Président Tebboune a mis l'accent sur l'importance de «veiller à la diversification du patrimoine forestier, en implantant des arbres productifs, exploitables et destinés à la consommation» et «d'associer l'expertise scientifique et les compétences scientifiques à la réhabilitation et au développement du barrage vert qui est une expérience réussie pour l'Algérie contre la désertification et l'avancée du sable vers le nord». «Monsieur le Président a enjoint au ministre de l'Agriculture d'associer les jeunes compétences aux différents domaines agricoles, au vu de leurs idées créatives en matière de développement de l'agriculture, notamment au regard des potentialités naturelles et de tous les atouts permettant de moderniser le secteur et d'atteindre l'autosuffisance», selon le communiqué. Concernant l'organisation des fermes pilotes, «le président de la République a chargé le ministre de l'Agriculture d'élaborer une nouvelle conception sur l'organisation des fermes pilotes, s'agissant du cadre juridique et professionnel, et de définir leurs spécialisations et les objectifs escomptés, tout en impliquant la recherche scientifique dans les phases de leur recomposition».

AVICULTURE

Stabilité des prix des aliments

Selon les cabinets d'études spécialisés dans les marchés des céréales, oléagineux et protéagineux, les surplus accumulés sur la campagne de 2022-2023 et les bonnes perspectives de récolte en 2024 ont fait baisser les cours des céréales et des oléagineux. Ainsi, les cours des matières premières (Maïs , Soja) ont enregistré une certaine stabilité relative durant ce trimestre 2023. Une situation due à une amélioration des conditions de production et de commercialisation au niveau des pays producteurs et exportateurs de ces céréales et oléagineux et une baisse de tension de certains pays importateurs comme la chine, ce qui a permis un renouvellement des stocks et une stabilité temporaire des prix sur

les marchés boursiers. Au niveau national, les prix du maïs et tourteaux de soja ont enregistré une certaine stabilité après l'approvisionnement et le renouvellement des stocks des gros opérateurs. L'initiative aussi de redorer et permettre à l'ONAB d'importer du maïs et autres oléagineux, de réguler la distribution de ces matières aux UAB privés, aux coopératives et éleveurs conventionnés en fixant les prix de cession, a permet de faire baisser et stabiliser les prix des aliments avicoles. Les prix du maïs varient entre 44 000 DA et 46 000 DA la tonne. L'Algérie pays importateur de ces matières premières doit trouver des alternatives à travers un renforcement de la culture de ces céréales au niveau local. Des

cultures de substitution comme le triticales, l'orge, et autres sous-produits qui répondent aux besoins énergétiques et protéiques de la ration des animaux peuvent être une solution pour diminuer les importations , arriver à une autosuffisance et réduire par le faite la facture des importations en devises. Il faudra signaler que les prix des oléagineux (Tourteaux de soja) restent assez élevés dépassant la barre des 100 000 DA la tonne. Le projet mis en place il y'a quelques mois par un opérateur privé pour la trituration des graines oléagineuses (Soja, Tournesol, Colza) pour la fabrication des huiles végétales de table et en parallèle la production des tourteaux qui seront utilisés dans l'alimentation animale se

poursuit mais il faudra que les autorités prennent la décision de faire baisser les taxes sur ces produits à 5 % au lieu de 19 % , ce qui va impacté sensiblement les coûts de production des aliments et les produits finis (viandes et œufs). Durant ce troisième trimestre 2023, «on a enregistré une fluctuation des prix des intrants biologiques. Ainsi, on a relevé des hausses des prix des poussins d'un jour « chair » de 40 % à 50 % chez différents opérateurs. En effet, une situation difficile à expliquer faute de vrais statistiques de terrain émanant des couvoirs pour indiquer les chiffres réels des incubations, des éclosions, et poussins d'1 jour « chair » vendus aux éleveurs.

S R.

NÂAMA

Attribution
de 1.500 aides
à l'habitat rural

Un quota de 1.500 aides à l'habitat rural a été attribué à ses bénéficiaires à travers les daïras de la wilaya de Nâama, a indiqué ce dimanche la Direction du Logement. Il s'agit de 410 aides à l'habitat rural réparties à travers la daïra de Mecheria, 270 à la daïra de Aïn Sefra, 220 à la daïra de Mekmen Benammar, 160 au profit des daïras de Meghrar et Sfisifa, ainsi que 150 aides dans la daïra de Asla et 130 aides au bénéfice de la daïra de Nâama, a précisé le Directeur du Logement de la wilaya, Abdelhalim Milat. Ce quota d'aides a été décidé en réponse aux demandes des postulants, à travers la wilaya, pour ce type d'habitat, permettant à une large couche de la population des zones rurales de construire leurs habitations au niveau des lotissements sociaux des communes de la wilaya, a ajouté le même responsable. A signaler que la wilaya de Nâama enregistre, actuellement, pas moins de 2.800 aides à l'habitat rural, en cours de réalisation, dont près de 1.200 aides attribuées pour la construction de logements au niveau des nouveaux lotissements sociaux qui ont été aménagés à travers les communes, selon la Direction du logement.

ALGER

Arrestation de
4 individus et
saisie de
substances
psychotropes

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la brigade de lutte contre le trafic illicite de drogues et de comprimés psychotropes relevant de la 1ère circonscription de police judiciaire, ont arrêté 4 suspects, repris de justice, pour association de malfaiteurs et trafic de drogues dures, a indiqué dimanche un communiqué des mêmes services. Selon la même source, l'arrestation est intervenue suite à des informations sécuritaires faisant état d'un trafic de drogue par des repris de justice à Hussein Dey. Après identification des suspects et perquisition de leurs domiciles, 25 plaquettes (175 comprimés) de drogues dures ont été saisies ainsi qu'un montant de 54 millions cts issus des revenus du trafic de ces substances toxiques et 750 euros. Les mis en cause ont été déférés devant le Parquet territorialement compétent pour importation illégale de drogues dures dans le cadre d'un réseau criminel organisé et d'autres délits liés au trafic de drogue, conclut la même source.

TIZI-OUZOU

Une nouvelle zone industrielle
à Souamaa

Une nouvelle zone industrielle s'étendant sur une superficie de 327 hectares verra « bientôt » le jour à Souamaa, à l'Est de Tizi-Ouzou, après la levée de contraintes liées aux expropriations pour utilité publique, a-t-on appris dimanche du directeur de l'Industrie et des mines.

« Maintenant que le problème des oppositions, rencontrées au lendemain de l'inscription de cette zone en 2012, est levé, nous nous apprêtons à finaliser l'étude de réalisation de cette zone qui permettra d'impulser un nouvel élan à l'investissement industriel au niveau de la wilaya », a confié Madjid Banoune à l'APS. Une demande d'inscription pour étude de la zone industrielle de Souamaa, à l'Est de Tizi-Ouzou, dans le cadre de la Loi de finances 2024, a été formulée auprès des pouvoirs publics, selon M. Banoune.

La wilaya de Tizi-Ouzou compte 3 zones industrielles occupant une superficie totale de 876 hectares, dont celle opérationnelle de Oued-Aissi, au Sud du chef lieu de wilaya, créée en mars 1972, et celles nouvelles de Draa El Mizan/Tizi-Ghennif, au Sud-ouest, et de Souamaa, à l'Est, en cours de création. D'importants travaux de viabilisation et d'aménagement de la zone de Draa El-Mizan/Tizi-Ghennif (réseau routier et alimentation en énergie) sont d'ores et déjà entamé. Par ailleurs, et selon un document de la même direction, la réhabilitation et la viabilisation des zones industrielles constitue « l'axe principal de la politique d'investissement des autorités locales ». « La politique d'investissement

des autorités locales se base essentiellement sur la réhabilitation des zones existantes et la viabilisation de celles nouvellement créées pour satisfaire l'ensemble des demandes d'investissement exprimées, soutient-on. Sur un autre chapitre, celui de l'emploi, le document de la DIM fait état de la création d'un total de 153.523 postes au niveau de la wilaya depuis le début de l'année en cours. Ces nouveaux emplois se répartissent à travers les quelque 20.523 unités industrielles et commerciales que compte la wilaya, dont 5.346 unités dans le secteur du commerce qui vient en tête, suivi du bâtiment et des travaux publics avec 3 860 unités et l'agroalimentaire avec 1.132 unités.

ORAN

65 cantines scolaires en 2 ans

Le secteur de l'Education nationale dans la wilaya d'Oran s'est renforcé, ces deux dernières années, par 65 cantines scolaires, a-t-on appris, dimanche, du directeur de l'Education nationale de la wilaya. Il s'agit de 11 cantines scolaires, qui sont entrées en service durant la saison scolaire en cours

(2023-2024), ainsi que de 54 autres cantines, entrées en service l'année dernière au niveau des écoles et des groupements scolaires du cycle primaire, à travers les différentes communes de la wilaya, a indiqué à l'APS Abdelkader Oubelaïd. Le même responsable a souligné que « cela ne s'est jamais produit, auparavant », ajoutant que « le renforcement du secteur par

ce nombre de cantines scolaires a permis de couvrir la moitié du nombre d'écoles primaires ». M. Oubelaïd a ajouté que « le secteur dispose, actuellement, de 320 cantines scolaires à travers l'ensemble des communes de la wilaya ». Durant l'année scolaire en cours, le taux de la couverture financière des repas chauds est passé de 48% à 100%, afin

d'augmenter le nombre de repas chauds servis aux élèves, passant ainsi de 92.000 à 208.000 repas, selon le directeur de l'Education nationale. A signaler que la wilaya d'Oran dispose de plus de 900 établissements éducatifs dans les trois cycles d'enseignement, à savoir 613 écoles primaires, 197 CEM et 93 lycées.

BLIDA

Réception prochaine de plus de 500 LPL

Le parc logements de la wilaya de Blida sera prochainement renforcé par la réception de plus de 500 logements publics locatifs (LPL) destinés à répondre à la demande sur ce segment et à résorber l'habitat précaire, a-t-on appris, vendredi des services de la wilaya. Ces logements, dont les travaux sont en cours d'achèvement, sont implantés dans les communes de Bougara, Ouled Slama et Hammam Melouane, toutes situées à l'Est de la wilaya, selon la même source. Concernant ces 500 unités LPL, 200 logements sont en cours d'achèvement à Ain Barda dans la commune de Bougara, et dont les travaux sont à la phase finale puisqu'il ne reste à réaliser que les travaux d'aménagement extérieurs, avant leur distribution. Dans la commune d'Ouled Selama, 200 autres unités LPL sont en cours de réalisation et destinées à la résorption de l'habitat précaire (RHP). Ces logements devraient être réceptionnés dans les prochains jours, a-t-on fait savoir. Un autre programme de réalisation de 100 unités d'habitation de la même formule (LPL) est en cours d'achèvement dans cette même commune, d'après les services de la wilaya.



Sur un autre volet, et à propos des mesures visant à relancer les projets de logements en souffrance, le wali de Blida, Brahim Ouchene, a instruit les services compétents de procéder à la résiliation du contrat avec l'entreprise chargée de la réalisation du projet de 53 logements sociaux participatifs de la commune de Bougara, qui est à l'arrêt, afin de le

confier à une autre entreprise qui va le relancer. Le même responsable a, par ailleurs ordonné le renforcement en moyens humains et matériels, du chantier de construction de 75 logements sociaux participatifs dans la même commune de Bougara, et d'oeuvrer à la levée de toutes les contraintes, en vue de le livrer dans les délais impartis.

Le capitalisme européen sur modèle allemand est à bout de souffle

Pendant le règne d'Angela Merkel, l'intégration européenne néolibérale a servi de cadre à la croissance allemande alimentée par les exportations. Mais la guerre sur le continent et une série de crises ont montré les limites de ce modèle, provoquant des scissions au sein du gouvernement d'Olaf Scholz.

Partie 1

Par David Karas (*)

Le chancelier allemand Olaf Scholz s'adresse à la presse alors qu'il arrive pour le premier jour d'un sommet au Conseil européen à Bruxelles, le 17 juillet 2023. (Emmanuel Dunand / AFP via Getty Images)

Lorsque les grands noms du libéralisme comme l'Economist, Der Spiegel, Politico ou le Financial Times s'empressent d'enterrer votre héritage politique en déplorant vos « occasions ratées », on peut vous pardonner de prendre la chose un peu personnellement. C'est particulièrement le cas si vous vous appelez Angela Merkel et que vous vous accrochez encore à ce vieux numéro du Time qui vous salue comme la « chancelière du monde libre ».

Le mandat de seize ans de Merkel à la tête de l'Allemagne a permis à l'Europe de faire preuve d'une résilience néolibérale à toute épreuve. Son long règne illustre parfaitement l'art consistant à masquer la spirale de malheur apparemment sans fin, reliant l'effondrement financier mondial, la crise de la dette européenne, en passant par le référendum de Syriza, la crise des réfugiés de 2015, le Brexit, Donald Trump et la crise de la COVID-19.

Et comme par enchantement, un drame politique éclate dès qu'elle quitte la scène à la fin de l'année 2021 : Vladimir Poutine envahit l'Ukraine, le capitalisme de l'Allemagne alimenté par les exportations s'est heurté à un mur et son système politique semble désormais ingouvernable. De manière plus générale, le consensus politique européen qui était autrefois garant de l'intégration néolibérale du continent est aujourd'hui en ruine.

En cette ère post-Merkel, après un an et demi d'existence, le gouvernement allemand dirigé par Olaf Scholz est si profondément divisé que ses ministres se contredisent à propos de quasiment toutes les grandes initiatives politiques. La coalition est baptisée « feux tricolores », en référence aux couleurs respectives du rouge du SPD (sociaux-démocrates), du jaune belliciste néolibéral du FDP (démocrates libéraux), et des Verts, chaque parti soutenant des stratégies différentes pour gérer l'héritage d'Angela Merkel. Qu'il s'agisse d'éliminer progressivement les combustibles fossiles des moteurs à combustion ou des systèmes de chauffage domestique, de relancer ou d'enterrer l'austérité en Europe ou, comme on pouvait s'y attendre, de la manière de gérer le conflit en Ukraine, le gouvernement semble ne jamais s'entendre sur quoi que ce soit.

Les Libéraux démocrates sont au moins cohérents : leur attachement indéfectible à l'austérité budgétaire et à la politique de concurrence ordo libérale en font un ennemi tout désigné des aides publiques destinées à soutenir les programmes allemand et européen de décarbonation. Ces dogmes incitent même le parti partisan du libre marché à conclure une alliance de fait avec les lobbies des combustibles fossiles et les révoltes populistes contre la décarbonation.

Si les compromis passés par les Verts avec le lobby de l'énergie leur ont aliéné une partie de leur base d'électeurs, leur indifférence quant aux effets de la transition sur les Allemands de la classe ouvrière a



également réussi à leur aliéner des couches plus larges de la population qui s'inquiètent de devoir payer la facture de la décarbonation.

Dans le cas des sociaux-démocrates, sous la direction fluctuante de Scholz, le parti a continué de miser sur le statu quo hérité de Merkel, oscillant parfois de façon schizophrène entre les nécessités d'une politique industrielle verte de rupture pour maintenir la compétitivité des secteurs d'exportation allemands, et les concessions à l'orthodoxie de la rigueur budgétaire. Chacun de ces trois partis est aujourd'hui distancé par le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland, que les sondages créditent de près de 20 % au niveau national.

Il ne s'agit ni d'une affaire purement politicienne, ni d'une affaire strictement allemande : derrière le spectacle banal des querelles démocratiques à Berlin se cache une crise existentielle étroitement imbriquée qui affecte à la fois le capitalisme allemand reposant sur les exportations et l'Union européenne, qui a longtemps servi de vecteur à la mise en œuvre des préférences macroéconomiques de l'Allemagne.

Tout comme l'Allemagne a troqué l'ordre merkelien pour l'anarchie scholzienne, l'Union européenne est également confrontée à l'effondrement des idées et des coalitions politiques qui ont soutenu la phase néolibérale de l'intégration européenne au cours des quarante dernières années. Les dogmes politiques sur lesquels reposait le néolibéralisme européen — la politique de la concurrence réduite au « bien-être du consommateur », l'austérité fiscale, la lutte contre l'inflation, la déréglementation et, par dessus tout, la croyance mystique selon laquelle les marchés sont efficaces dans la répartition des ressources — ont tous été remis en question au cours de la dernière décennie. Tandis que les idéologies se délitent, la coalition

politique entre capital organisé, gouvernements nationaux et institutions européennes, qui a longtemps entretenu en catimini un mode dépolitisé d'intégration européenne, s'effondre également.

Les ramifications géoéconomiques de l'invasion russe de l'Ukraine, la crise du modèle allemand de capitalisme axé sur les exportations et celle de l'intégration de l'UE elle-même forment ensemble un arc européen connecté de toute part permettant ce que le néocon Robert Kagan et l'équipe du Bungacast ont appelé la « fin de la fin de l'histoire » : une résurgence spectaculaire des conflits (géo)politiques et idéologiques après des décennies de consensus néolibéral ancré dans l'hégémonie des États-Unis.

En cette ère post-Merkel, après un an et demi d'existence, le gouvernement allemand dirigé par Olaf Scholz est si profondément divisé que les ministres se contredisent à propos de quasiment toutes les grandes initiatives politiques.

La question de savoir si ces conflits marquent le chant du cygne du néolibéralisme ou l'escalade de la violence nécessaire à son maintien est sujette à controverse : des deux côtés du spectre, le débat néolibéral mort versus continuité est restreint dans la mesure où il présume qu'existe un système interne cohérent, qui — contrairement au chat de Schrödinger — est soit mort, soit vivant. En réalité, le capitalisme, qu'il soit néolibéral ou non, permet à divers sous-systèmes (institutionnels, politiques, idéologiques) de suivre des trajectoires de changement différentes, ce qui génère une série de tensions et de contradictions.

(*) Chercheur postdoctoral en économie politique internationale et comparative.

Source : Les Crises.fr
Asuivre

METRO DU CAIRE

Egis et Setec décrochent un contrat d'étude de faisabilité pour la construction de la phase 2 - Ligne 6

La coentreprise figure parmi les grandes multinationales choisies par l'Egypte pour l'accompagner dans sa révolution du transport ferroviaire. Elle avait déjà mené l'étude de faisabilité de la phase 1 de la ligne 6 du métro du Caire.

Le ministère égyptien des Transports a annoncé la signature d'un accord avec une coentreprise composée des groupes Egis et Setec, qui mènera l'étude de faisabilité pour la construction de la phase 2 de la ligne 6 du métro du Caire.

Le projet est lié au plan d'extension en cours du réseau ferroviaire national construit il y a près d'un demi-siècle. Les travaux de la phase 2 concernent une ligne de 34 km traversant du nord au sud divers quartiers du Grand Caire. Le nouveau tronçon va s'imbriquer dans les lignes 3 et 4 afin de réduire la congestion sur la ligne 1.

Depuis sa mise en exploitation par l'inauguration de la ligne 1 en 1987, le réseau ferroviaire s'est imposé comme principal mode de transport de masse dans la capitale égyptienne, facilitant le déplacement de millions de passagers par jour. Les travaux d'extension en sont à actuellement à la phase 3 (3C) de la ligne 3, plus précisément aux essais techniques. La mise en exploitation est prévue pour le 1er semestre 2024. A terme, les travaux permettront de pallier l'insuffisance de l'offre qui met à rude épreuve la mobilité dans cette mégapole de 20 millions d'habitants, classée 2ème en Afrique en termes de population derrière Lagos. L'ODD 4 consiste à fournir une éducation de qualité, inclusive et équitable, et à promouvoir des possibilités d'apprentissage long terme pour tous d'ici 2030.

TUNISIE

Les années Covid ont coûté au pays des pertes de 10 milliards de dinars de recettes touristiques

Lors d'une réunion avec la commission de tourisme, de culture, de services et d'artisanat relevant de l'Assemblée des représentants, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a dévoilé les principaux indicateurs du secteur touristique en Tunisie.

Le ministre a fait savoir que les années Covid-19 ont coûté au tourisme tunisien des pertes estimées à 10 milliards de dinars de recettes touristiques. Ce secteur qui représente environ 10% du Produit intérieur brut et emploi environ 400 mille personnes a réalisé, à fin septembre 2023, des recettes touristiques de 5,8 milliards de dinars.

QNB

Comment expliquer la récession actuelle de l'industrie manufacturière mondiale ?

La pandémie de Covid et les mesures de relance politique sans précédent ont stimulé l'activité manufacturière au-delà des niveaux tendanciels. Avec les confinements et les mesures de distanciation sociale, un changement temporaire du comportement des consommateurs et des modèles de dépenses au détriment des services a conduit à une demande mondiale exceptionnelle de biens matériels.

A la fin de la pandémie, avec la normalisation des politiques et des activités économiques, l'industrie manufacturière a commencé à s'affaiblir et les perspectives se sont progressivement assombries avec la reprise de la demande de services. Cette situation s'est bien reflétée dans la structure des volumes du commerce mondial, qui suit de près l'évolution de l'activité manufacturière.

Il est important de noter que la faiblesse de l'industrie manufacturière se manifeste dans toutes les grandes économies depuis plusieurs mois. Les données publiées récemment montrent que l'industrie manufacturière s'est contractée aux États-Unis, en Chine et dans la zone euro, avec des conditions particulièrement négatives dans cette dernière, où les indicateurs d'activité suggèrent une contraction profonde. Les indices des directeurs d'achat (PMI) pour l'industrie manufacturière illustrent bien ces conditions. L'indice PMI est un indicateur basé sur une enquête qui mesure l'amélioration ou la détérioration de l'activité économique. Un niveau d'indice de 50 sert de seuil pour séparer les conditions commerciales en contraction (en

dessous de 50) de celles en expansion (au-dessus de 50). Dans cet article, nous examinons trois facteurs principaux qui contribuent à expliquer la "récession manufacturière mondiale" actuelle.

Comme indiqué précédemment, les déséquilibres de la demande dus au comportement inhabituel des consommateurs après le choc de la pandémie ont conduit à la récente période de faiblesse prolongée de l'activité manufacturière. La demande de biens, tels que l'électronique, les voitures, l'immobilier et l'équipement de construction de maisons, a été "poussée vers l'avant", car leur utilité s'est accrue pendant les périodes de fermeture. Toutefois, la fin de la pandémie a entraîné une augmentation des dépenses de services "réprimées" et un rééquilibrage des tendances de consommation antérieures. En outre, étant donné que la consommation de biens a été "poussée vers l'avant" pendant la pandémie, il y a naturellement une longue période de baisse de la demande.

En outre, le choc d'approvisionnement créé par le conflit russo-ukrainien a été particulièrement négatif pour l'industrie manufacturière européenne. La moindre disponibilité de l'énergie à des

prix plus élevés pèse sur la compétitivité industrielle, notamment des pays les plus exposés, comme l'Allemagne. Dans la zone euro, les derniers chiffres publiés montrent que la production industrielle est inférieure de 4 % à son niveau record de décembre 2021. En Allemagne, des vents contraires structurels tels qu'une fiscalité élevée, des pénuries de main-d'œuvre et un manque d'investissement dans les infrastructures se sont ajoutés à la crise de l'énergie pour provoquer un ralentissement brutal de l'activité manufacturière.

En fait, la production industrielle allemande n'a jamais retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie : elle est actuellement inférieure de 7,4 % à son niveau de février 2020 et maintient une tendance à la baisse qui a commencé en 2017.

Le ralentissement économique de la Chine affaiblit son rôle de moteur de la croissance mondiale, ce qui est particulièrement important pour l'industrie manufacturière. Au cours des quatre décennies 1980-2019, la croissance économique de la Chine a été en moyenne de 9,5 % par an, mais le rythme des deux dernières années a été beaucoup plus faible, avec une croissance de 3 % l'année dernière et d'environ

5,5 % attendue pour cette année.

La vigueur de l'économie chinoise est importante pour l'industrie manufacturière mondiale, compte tenu de son influence à travers les liens de la chaîne d'approvisionnement, de la soif de produits de base importés et de l'influence croissante des flux d'investissement dans les marchés émergents influencés par la Chine. Les liens commerciaux avec la Chine, par exemple, sont vitaux pour de nombreux autres marchés émergents, en particulier en Asie du Sud-Est, mais aussi pour certaines économies avancées en Europe, comme l'Allemagne, la France et les Pays-Bas.

Compte tenu de l'importance de l'économie chinoise, son ralentissement a constitué un important vent contraire pour l'industrie manufacturière mondiale au cours des derniers mois.

Dans l'ensemble, l'industrie manufacturière mondiale a été affectée par un rééquilibrage de la consommation au détriment des biens, par des chocs d'offre négatifs en Europe et par la ralentissement de l'économie chinoise.

MAROC

Les expéditions de produits textiles et d'habillements ont rapporté 4,3 milliards \$ en 2022

Au Maroc, l'industrie du textile et de l'habillement est un secteur à forte employabilité. La filière fournit environ 11 % des recettes d'exportation de marchandises.

Au Maroc, l'industrie du textile et de l'habillement a réalisé une nouvelle prouesse à l'export en 2022. Selon les données officielles, le Royaume chérifien a enregistré une hausse de 20 % d'une année sur l'autre de ses expéditions à 44 milliards de dirhams (4,3 milliards \$). Cette performance a permis d'effacer le précédent record de 36 milliards de dirhams (3,5 milliards \$) qui était établi depuis 2018.

En ce qui concerne les destinations, l'Union européenne (UE) demeure le principal débouché comptant pour plus de 70 % des expéditions en valeur. Globalement, les recettes d'exportation ont représenté 73 % des ventes

totales du secteur qui ont atteint 60 milliards de dirhams (5,8 milliards \$) en 2022.

Confortée par ce bon résultat, la filière souhaite désormais porter ses recettes d'exportations annuelles à 50 milliards de dirhams (4,8 milliards \$). « 173 nouveaux projets d'investissement sont en cours pour améliorer l'intégration du secteur et le rendre plus conforme aux exigences des marchés mondiaux », souligne Ryad Mezzour, ministre de l'Industrie et du Commerce qui se confie sur les ambitions du secteur en juillet dernier.

Pour rappel, le Maroc est l'un des trois principaux exportateurs de vêtements en Afrique avec la Tunisie et l'Égypte. Selon l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (AMITH), l'industrie emploie environ 160 000 travailleurs dont la majorité sont des femmes.

ABSA GROUP

Quels sont les marchés financiers africains les plus développés en 2023 ?

Comparativement la première édition de l'indice publiée en octobre 2017, sur 28 pays étudiés, 17 ont amélioré leur score. Et en dépit d'un environnement économique mondial très difficile, neuf pays ont progressé cette année.

L'Afrique du Sud reste en tête du classement des marchés financiers africains les plus développés en 2023, selon un rapport publié le 12 octobre par le groupe de services financiers sud-africain Absa Group et le Forum officiel des institutions monétaires et financières (OMFIF), un think tank spécialisé dans les domaines de la politique monétaire, de la finance et de l'investissement public. Intitulé « Absa Africa Financial Markets Index 2023 », le rapport mesure les progrès réalisés par 28 marchés financiers sur le continent et compare leurs performances en se basant sur plus de quarante indicateurs regroupés en six catégories : la profondeur du marché, l'accès aux devises étrangères, l'environnement fiscal et réglementaire et la transparence du marché, les capacités des investisseurs locaux, l'environnement macroéconomique, et les normes juridiques et leur force exécutoire. Pour chaque catégorie d'indicateurs, les marchés financiers étudiés sont notés sur une échelle allant de 0 à 100 points. Le score global de chaque marché représente la moyenne des notes des toutes les catégories. Le rapport, qui intègre cette année pour la première fois la Tunisie et le Cap-Vert dans le classement, fait ressortir que le marché fi-

nancier sud-africain obtient un score de 88 points, en baisse d'un point par rapport à l'édition 2022. Ce marché mature maintient ses solides performances, malgré l'environnement économique mondial difficile qui a provoqué des sorties massives de capitaux étrangers et une détérioration des indicateurs macro-économiques de la nation arc-en-ciel. L'Afrique du Sud est classée en première position dans trois catégories d'indicateurs : la profondeur du marché (100 points), l'accès aux devises étrangères (88 points) et l'environnement fiscal et réglementaire et la transparence du marché (98 points). Elle figure également dans les Top 5 des pays étudiés pour les trois autres catégories d'indicateurs pris en considération.

Critères environnementaux, sociaux et de gouvernance

L'île Maurice arrive en deuxième position dans le classement général, avec un score de 77 points, devant le Nigeria l'Ouganda et la Namibie. Les cinq premiers pays conservent leurs rangs par rapport à l'édition 2022 du classement. Le Botswana a gagné deux rangs par rapport à l'année écoulée pour occuper la 6^e position devant le Kenya, qui a perdu un

rang. Viennent ensuite le Maroc (+2 rangs), le Ghana (-2 rangs) et la Tanzanie, qui a fait son entrée dans le Top 10 à la place de l'Egypte. Ce dernier a perdu deux rangs pour chuter à la 11^e position. (Voir le classement des 26 marchés financiers étudiés ci-dessous).

Le rapport révèle d'autre part que le Zimbabwe et le Rwanda ont réalisé les plus fortes améliorations de leur score par rapport à l'édition 2022 du classement, grâce notamment aux progrès réalisés dans l'adoption de politiques intégrant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Au total, neuf pays ont amélioré leur score par rapport à l'année écoulée, alors que huit l'ont maintenu au même niveau.

Sur l'ensemble des pays pris en considération, douze seulement ont cependant obtenu cette année un score supérieur à 50 points sur une échelle de 100 points, et cinq pays seulement affichent des scores supérieurs à 60 points. Cela suggère qu'il existe une grande marge de progression pour l'ensemble des marchés financiers du continent.

ZIMBABWE

Le gouvernement annonce des « progrès » dans le dédommagement des fermiers blancs expropriés

Au début des années 2 000, plus de 4 000 grands propriétaires blancs avaient été expulsés manu militari de leurs terres, dans le cadre de la réforme agraire lancée par l'ex-président Robert Mugabe pour « corriger les inégalités héritées de la colonisation britannique ». Le gouvernement zimbabwéen a enregistré des « progrès » dans le processus d'indemnisation des fermiers blancs qui avaient été expulsés de leurs terres sous le régime de l'ex-président Robert Mugabe, a annoncé le ministre des Finances, Mthuli Ncube (photo), jeudi 12 octobre. « Bien que le gouvernement n'ait pas été en mesure de respecter l'accord de 3,5 milliards de dollars conclu avec quelque 4 000 fermiers blancs il y a trois ans, certains d'entre eux ont accepté d'être remboursés en bons du Trésor », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, sans plus de précision. En février dernier, le gouvernement avait proposé

un remboursement des fermiers expropriés via des bons du Trésor sur une période de dix ans. Cette offre avait été alors rejetée par l'ensemble des fermiers concernés par le processus de dédommagement. Le gouvernement du Zimbabwe avait signé, en juillet 2020, un accord avec les propriétaires blancs expropriés pour les dédommager à hauteur de 3,5 milliards. Pour rappel, au début des années 2 000, plus de 4 000 grands propriétaires blancs du pays avaient été expulsés de leurs terres au profit de fermiers noirs, dans le cadre de la réforme agraire lancée par l'ex-président Robert Mugabe, qui a été contraint à la démission en 2017. La réforme avait pour objectif affiché de « corriger les inégalités héritées de la colonisation britannique », mais la redistribution des terres a surtout profité aux proches du régime et est allée à

des fermiers sans équipements ni formation, provoquant un effondrement brutal de la production agricole et une grave crise économique qui a poussé Harare à interrompre le remboursement de sa dette aux bailleurs de fonds internationaux. Pays de près de 16 millions d'habitants, le Zimbabwe traîne encore des dettes extérieures d'environ 18 milliards de dollars. Toujours privé du soutien des bailleurs de fonds internationaux, ce pays d'Afrique australe a eu beaucoup de mal à obtenir de nouvelles lignes de crédit et à attirer les investissements étrangers nécessaires à la relance de son économie. L'indemnisation des fermiers blancs est l'une des conditions posées par les principaux créanciers du pays pour accepter un programme d'apurement des arriérés de dettes.

AU GHANA

George Kwadwo Appiah fournit des véhicules assemblés localement et fonctionnant à l'énergie solaire

La lutte contre le réchauffement climatique est aujourd'hui l'un des plus grands défis du monde. Au Ghana, George Kwadwo Appiah, à travers Solar Taxi, veut assurer un environnement propre et durable en utilisant l'énergie renouvelable à des prix compétitifs. Le Ghanéen George Kwadwo Appiah (photo) est un cofondateur et le président-directeur général de Solar Taxi, une entreprise locale qui propose des services de transport urbain à base de véhicules électriques fonctionnant à l'énergie solaire. George Kwadwo Appiah est diplômé de l'université des sciences et technologies Kwame Nkrumah (KNUST) où il a obtenu en 2016 un master en technologies des énergies renouvelables, et de l'Edinburgh Business School où il a obtenu un master en administration des affaires, toujours en 2016.

George Kwadwo Appiah a lancé Solar Taxi en 2018. L'entreprise fournit des motos, des tricycles et des voitures électriques assemblés localement, ainsi que l'accès à des stations de recharge solaire. Elle vise à réduire la pollution atmosphérique causée par les véhicules à essence, à offrir une alternative de transport abordable aux Ghanéens et à créer des emplois pour les jeunes. Solar Taxi dispose d'une application mobile qui permet aux clients de commander un taxi solaire ou de louer un véhicule électrique. Elle propose également une académie de formation de conducteurs pour former les Ghanéens à la conduite et à l'entretien des véhicules électriques. L'entreprise a été sélectionnée le 21 septembre 2023 pour participer au programme Google for Startups: Climate Change destiné aux start-up d'Afrique et du Moyen-Orient. Assistant de recherche à The Energy Center de KNUST, George

Kwadwo Appiah a aussi fondé en 2014 Ghana Hubs Network, un réseau de centres d'innovation au Ghana, dont il est le président du conseil. Il est le PDG de QuadSolar, une entreprise d'installation de systèmes solaires, et le directeur exécutif du Ghana Tech Lab, un écosystème qui sert d'espace d'innovation numérique visant à accélérer les compétences numériques et l'entrepreneuriat numérique au Ghana. En 2015, il a cofondé Kumasi Hive, un espace de coworking, de formation et d'incubation qui vise à promouvoir l'entrepreneuriat social et technologique au Ghana. Kumasi Hive offre aux jeunes innovateurs l'accès à des équipements, des mentors, des formations et des opportunités de financement pour développer leurs idées et leurs solutions. C'est, d'ailleurs, dans le cadre de Kumasi Hive que George Kwadwo Appiah a fondé Solar Taxi.

MALAWI

Sovereign nomme un nouveau DG pour développer le projet de rutile et graphite Kasiya

Selon une évaluation économique préliminaire de septembre 2023, Kasiya peut livrer 222 000 tonnes de rutile et 244 000 tonnes de graphite sur 25 ans. Son développement sera désormais planifié et supervisé par Frank Eagar, jusque-là directeur général de la filiale locale de Sovereign au Malawi. Sovereign Metals a annoncé le 16 octobre la nomination de Frank Eagar au poste de DG, avec effet à partir du 20 octobre prochain. Il s'agit d'un cadre minier expérimenté basé en Afrique qui dirigeait jusque-là l'équipe locale de la compagnie sur le projet de rutile et de graphite Kasiya au Malawi. Avant de rejoindre Sovereign en décembre 2022, Frank Eagar a travaillé pour la société de capital-investissement AMED Funds, en tant que directeur financier puis directeur général de Baobab Steel Limited. À ce poste, il a supervisé une étude de faisabilité définitive pour un projet d'acier et de vanadium d'une valeur de 1 milliard de dollars au Mozambique. M. Eagar a été ensuite directeur financier de Central Copper Resources, autre société contrôlée par AMED. Notons que le futur ex-DG de Sovereign Metals, Julian Stephens, deviendra directeur non exécutif de la compagnie, avec un rôle de conseil pour l'équipe technique et de gestion. En poste depuis 2016, Julian Stephens a notamment supervisé l'arrivée au capital du géant minier Rio Tinto et la réalisation d'une étude de préaisabilité à Kasiya. Selon cette évaluation, le projet peut livrer 222 000 tonnes de rutile et 244 000 tonnes de graphite sur une durée de vie de 25 ans, générant 16,12 milliards de dollars de revenus au total.

PARIS

Reste proche des 7000 Pts avant les résultats US

La Bourse de Paris débute la séance à l'équilibre, alors que la saison des résultats est appelée à s'accélérer cette semaine aux Etats-Unis. L'indice CAC40 reste proche des 6995 points.

Après les banques américaines en hors d'oeuvre vendredi - dont les publications plutôt positives n'ont pas vraiment permis de dégager de tendance de fond - la saison des résultats va entrer dans le dur ces prochains jours et monopoliser l'attention des investisseurs. Ceux qui jouent la Bourse à la hausse espèrent que des bénéfices meilleurs que prévu viendront relancer des indices en pertes de vitesse depuis le début de l'été. Ces publications seront intéressantes afin de déterminer l'impact sur les performances des entreprises du ralentissement de la consommation, de la remontée des taux d'intérêt et de la vigueur du dollar. Au total, ce sont les résultats de 55 sociétés de l'indice S&P 500 qui sont attendus cette semaine, dont ceux de cinq composantes du Dow Jones, parmi lesquelles Goldman Sachs, J&J ou American Express. Au sein du secteur technologique, les investisseurs seront tout particulièrement sensibles aux résultats de Tesla et Netflix, attendus mercredi soir. Dans l'ensemble, les résultats des sociétés qui composent le S&P devraient rebondir de 0,4% au troisième trimestre, selon des don-

nées compilées de FactSet. Il s'agirait du premier trimestre de hausse des bénéfices après trois consécutives de contraction des résultats. Cette saison des résultats survient alors que les marchés boursiers mondiaux ont plutôt bien résisté à l'intensification du conflit israélo-palestinien la semaine passée. En se maintenant dans la zone des 7000 points, le CAC40 a affiché un bilan hebdomadaire sans grand changement. A Wall Street, le Dow Jones a gagné 0,8% sur la semaine écoulée, tandis que le Nasdaq s'est replié de seulement 0,2%. Bon nombre de stratégies rappellent que les tensions au Proche-Orient n'ont, d'un point de vue historique, qu'un impact limité sur les Bourses mondiales. De fait, lors des 11 derniers conflits majeurs dans la région, le S&P 500 a progressé en moyenne d'environ 15% au cours des 12 mois suivant l'apparition des tensions, soulignent Larry Adam, le directeur des investissements chez Raymond James. Elément encourageant, Israël a décidé ce week-end de rétablir la distribution d'eau dans le sud de la bande de Gaza et certaines rumeurs évoquent un prochain déplacement du président américain Joe Biden dans la ré-

gion. L'indice de volatilité du CBOE, baromètre de l'anxiété des investisseurs, a toutefois rebondi de 55% sur le mois écoulé pour désormais flirter avec la barre fatidique des 20 points. En dehors des résultats de sociétés, la semaine qui s'ouvre sera aussi riche en statistiques. Mardi verra la publication de l'indice ZEW du moral des investisseurs allemands puis des ventes au détail aux Etats-Unis, avant les prix à la consommation en zone euro le lendemain. Les mises en chantier de logements et les permis de construire aux Etats-Unis seront également au programme mercredi et la liste

se poursuivra jeudi avec les inscriptions aux allocations chômage, les indicateurs avancés du Conference Board et les ventes de logements anciens aux Etats-Unis. Du côté de l'obligataire, la récente détente des taux longs contribue à calmer les vendeurs, même si le reflux des taux ne traduit pas véritablement un basculement en 'risk-off', lequel serait compréhensible au vu du risque d'embrasement au Proche-Orient. Sur le marché de l'énergie, le pétrole consolide après sa brusque remontée de 6% de la semaine passée au sortir d'un week-end marqué par une absence d'escalade a Proche-Orient, ce qui se traduit par un repli de 0,3% du Brent à 90,6 dollars le baril.

Prudence en Europe, les regards tournés sur le conflit à Gaza

Les principales Bourses européennes évoluent sur de faibles variations lundi en matinée dans un contexte d'aversion au risque liée à la crainte d'une escalade du conflit entre le Hamas palestinien et Israël, qui prend le pas sur les résultats d'entreprises et les données économiques attendus dans la semaine. A Paris, le CAC 40 prend 0,01% à 7.002,90 points vers 07h40 GMT. A Londres, le FTSE 100 avance de 0,22%, grâce aux valeurs pétrolières. A Francfort, le Dax grappille 0,09%. L'indice EuroStoxx 50 .STOXX50E grignote 0,03%, le FTSEurofirst 300 .FTEU3 de 0,22% et le Stoxx 600 .STOXX 0,07%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de 0,24% pour le Dow Jones .DJI, de 0,18% pour le Standard & Poor's 500 .SPX et de 0,14% pour le Nasdaq .IXIC alors que la séance de vendredi a été marquée par un repli de ces deux derniers indices malgré les résultats positifs de grandes banques américaines. Les marchés financiers scrutent les retombées des tensions au Proche-Orient alors que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a promis dimanche de "démolir" le Hamas et que des centaines de milliers de civils palestiniens ont fui le nord de la bande de Gaza. Emmanuel Macron, pour sa part, a mis en garde le président iranien Ebrahim Raïssi, Téhéran soutenant le Hamas, contre toute extension du conflit. "Il semble que nous nous dirigeons vers une invasion terrestre massive de Gaza et une perte de vies humaines à grande échelle", redoute Ben Cahill, chercheur au Center for Strategic and International Studies (CSIS). "Chaque fois qu'il y a un conflit de cette ampleur, il y a une réaction du marché", a-t-il souligné. Selon des sources, les Etats-Unis, Israël et l'Égypte se sont toutefois mis d'accord sur un cessez-le-feu dans le sud de Gaza. Ce qu'Israël a semblé nier

par la suite. En Bourse, le compartiment de l'énergie .SXEP (+0,83%) est encore recherché alors que le baril de Brent a gagné sur la semaine écoulée 7,5%, dont 6% sur la seule séance de vendredi, sa plus forte hausse quotidienne depuis avril, dans un contexte d'inquiétude sur l'approvisionnement en cas d'escalade du conflit au Proche-Orient. Les valeurs de la défense comme Saab SAAB.ST, Leonardo LDOF.MI et Rheinmetall RHMG.DE avancent de 0,37%, à 0,76%. Dans l'actualité des entreprises, Atos ATOS.PA bondit de 7,62% après l'annonce du départ du président de son conseil d'administration, Bertrand Meunier, cible de critiques d'actionnaires minoritaires concernant le projet de cession de la filiale Tech Foundations à Daniel Kretinsky.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 16 Octobre 2023				
Valeur : 18 Octobre 2023				
BASE	DEVICES			
1	USD	US DOLLAR		137.6220 137.6370
1	EUR	EURO		144.8747 144.9455
1	GBP	POUND STERLING		167.5049 167.5435
100	JPY	JAPANESE YEN		91.9872 92.0279
1	CNY	CHINESE YUAN		18.8222 18.8245
1	CHF	SWISS FRANC		152.2873 152.3713
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.8368 100.8773
1	DKK	DANISH KRONE		19.4280 19.4320
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.5262 12.5315
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5795 12.5848
1	AED	UAE DIRHAM		37.4665 37.4737
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.6855 36.6944
1	KWD	KUWAITI DINAR		444.5155 445.1391
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9694 43.4013
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4025 13.4039
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.0090 28.1524
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6235 3.6239
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.2776 180.2776

REDOUTANT UN VASTE CONFLIT AU MOYEN-ORIENT

La Bourse de Tokyo finit en forte baisse

La Bourse de Tokyo a terminé lundi en fort repli, inquiète du risque de débordement du conflit entre Israël et le Hamas à la suite des mises en garde de l'Iran, et lestée aussi par les valeurs technologiques japonaises. L'indice vedette Nikkei a chuté de 2,03% à 31.659,03 points et l'indice élargi Topix a perdu 1,53% à 2.273,54 points. Les craintes d'une escalade régionale du conflit entre Israël et le Hamas sont montées d'un cran depuis ce week-end: l'Iran, qui soutient par ailleurs le Hezbollah au Liban, a averti qu'il ne pourrait «pas rester les bras croisés» face à la situation à Gaza, alors qu'une offensive terrestre israélienne dans l'enclave palesti-

nienne semble imminente. À Hong Kong, l'indice Hang Seng était aussi dans le rouge (-0,93% après 06H20 GMT). Selon l'agence Bloomberg, l'administration Biden s'apprêterait à intensifier ses restrictions commerciales vis-à-vis de la Chine dans le secteur des semi-conducteurs. La tech en méforme Les valeurs japonaises liées à l'industrie des semi-conducteurs ont nettement reculé, dans le sillage des pertes de l'indice Nasdaq à New York vendredi et des inquiétudes sur les frictions commerciales sino-américaines dans les nouvelles technologies. Advantest a ainsi chuté de 4,79%, Screen Holdings de 4,24% et

Tokyo Electron de 3,84%. Les cours de l'or noir reprenaient leur souffle, après avoir bondi vendredi sur fond de crainte d'une extension du conflit au Moyen-Orient: vers 06H30 GMT le baril de WTI américain cédait 0,3% à 87,43 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord abandonnait 0,33% à 90,59 dollars. Sur le marché des changes, le dollar baissait légèrement face au yen, à raison d'un dollar pour 149,49 yens vers 06H40 GMT contre 149,57 yens vendredi 21H00 GMT. L'euro en revanche s'appréciait à 157,48 yens (+0,18%) et gagnait aussi quelque 0,2% par rapport au dollar, à 1,0533 dollar.

APRÈS LA CHINE

La Russie suspend les importations des produits de la mer en provenance du Japon

La Russie a annoncé lundi la suspension de toutes ses importations de produits de la mer en provenance du Japon en réaction au rejet en mer des eaux de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima, imitant ainsi la Chine.

L'agence russe de régulation des produits agricoles, Rosselkhozadzor, rejoint à partir de ce lundi «les mesures restrictives provisoires de la Chine concernant l'importation du poisson et des produits de la mer en provenance du Japon», a-t-elle déclaré, en précisant qu'il s'agissait d'une «mesure de précaution». «Les restrictions resteront en vigueur jusqu'à ce qu'une information exhaustive nécessaire pour confirmer la sécurité des produits de la mer (...) soit fournie», selon la même agence. Il s'agit toutefois d'une mesure très symbolique puisqu'en 2022 les exportations de la pêche japonaise vers la Russie n'avaient totalisé que 257 millions de yens, soit 1,6 million d'euros au cours actuel, selon les chiffres des douanes nippones. Les relations entre Moscou et Tokyo sont glaciales à l'heure actuelle, le Japon participant aux sanctions internationales contre la Russie depuis son invasion de l'Ukraine début 2022. Cependant l'archipel nippon n'a pas renoncé à ses importations de poissons et autres produits de la mer russes : celles-ci ont même atteint l'an dernier un niveau record de 155 milliards de yens (près d'un milliard d'euros), toujours selon les douanes japonaises.



La Chine a déjà suspendu toutes ses importations

La suspension des importations chinoises de produits de la mer nippons est un coup beaucoup plus rude pour la filière japonaise de la pêche, car la Chine continentale représentait à elle seule 22,5% de ses exportations en 2022. Pékin a suspendu depuis fin août toutes ses importations de produits de la mer en provenance du Japon, en réaction au début du rejet de l'eau issue notamment des injections nécessaires pour refroidir des réacteurs de la cen-

trale nucléaire de Fukushima, ravagée par le gigantesque tsunami de 2011 dans le nord-est du Japon. Ce processus a été validé par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et Tokyo assure qu'il est sans danger pour l'environnement et la santé humaine. Cette eau a été traitée pour la débarrasser de ses substances radioactives, à l'exception du tritium, un radionucléide qui n'est dangereux qu'à de très hautes doses concentrées selon des experts. C'est pourquoi cette eau est di-

luée avec de l'eau de mer avant d'être évacuée dans l'océan Pacifique, afin que son niveau de radioactivité ne dépasse pas le plafond visé de 1.500 Bq/L, soit un niveau 40 fois inférieur à la norme japonaise pour ce type d'opération. Le Japon prévoit en tout de rejeter en mer plus de 1,3 million de m3 d'eau tritiée (contenant du tritium) de Fukushima, soit l'équivalent de 540 piscines olympiques, mais de manière extrêmement graduelle, jusqu'au début des années 2050, selon le calendrier actuel.

ITALIE

Le budget de Giorgia Meloni scruté de près par les marchés

Il y a un an, la Première ministre italienne Giorgia Meloni surprenait avec un budget marqué par une extrême prudence, dans le droit fil de son prédécesseur Mario Draghi. Lundi, elle dévoilera une loi de finances 2024 que les marchés redoutent nettement plus laxiste. «Giorgia Meloni montre maintenant son vrai visage en changeant radicalement de stratégie fiscale», estime Nicola Nobile du cabinet Oxford Economics. Selon lui, le relâchement budgétaire prévu sur les années 2024-2026 «rend les marchés financiers très nerveux». La sanction des marchés a été immédiate : au lendemain de la révision à la hausse des déficits pour 2023 et 2024, l'écart très surveillé entre les taux d'emprunt allemand et italien à dix ans a dépassé les 200 points de base, au plus haut depuis janvier. La coalition de droite et d'extrême droite a eu beau marteler que le budget était «responsable et réaliste», les analystes ont jugé que trop d'espace risquait d'être consacré à des promesses électorales.

Giorgia Meloni devrait ainsi reconduire une baisse des charges pour les salaires annuels jusqu'à 35.000 euros, pour un coût d'environ 10 milliards d'euros. Et, priorité pour celle qui se décrit comme une «mère chrétienne», elle compte soutenir davantage les familles nombreuses. À l'approche des élections européennes en juin, la cheffe du parti post-fasciste Fratelli d'Italia est confrontée aux pressions de son encombrant coéquipier, le patron de la Ligue (extrême droite) Matteo Salvini, qui pousse à la dépense pour capter des votes. Mais Giorgia Meloni freine son vice-Premier ministre : «la situation est complexe, il n'y a pas de ressources à gaspiller», a-t-elle tranché samedi.

Promesses électorales

Quant au ministre de l'Economie, Giancarlo Giorgetti, l'un des représentants les plus modérés et pro-européens de la Ligue, il ne cache pas sa nervosité. «Ce qui me fait peur, ce ne sont pas les avis de la Commission européenne, mais ceux des

marchés qui achètent la dette publique. Tous les matins, je me réveille et j'ai un problème : je dois vendre de la dette publique et je dois convaincre les gens d'avoir confiance», a-t-il avoué à la mi-septembre. Pourtant, le dérapage des déficits est surtout lié à un héritage laissé par les précédents gouvernements, un dispositif d'incitations fiscales très généreux, baptisé «superbonus» et censé rendre les logements moins énergivores. «La dérive des déficits de l'Italie, à laquelle ont vivement réagi les marchés, est en grande partie due à la facture du "superbonus", qui n'est pas de la responsabilité du gouvernement actuel», commente Gilles Moëc, chef économiste du groupe Axa. «Mais on ne décèle pas de réelle volonté de la part du gouvernement Meloni de maîtriser les déficits en renonçant à certaines promesses électorales comme la baisse de la pression fiscale», juge-t-il.

COVID

BioNTech va déprécier ses comptes de 900 millions d'euros au troisième trimestre

Une perte de valeur qui n'est pas monnaie courante. Le laboratoire pharmaceutique allemand BioNTech a annoncé ce lundi devoir déprécier pour 900 millions d'euros ses stocks liés au vaccin contre le Covid-19, alors que la demande pour ce produit a ralenti. Cette charge va représenter «la moitié de la part du bénéfice imposable» que BioNTech engrange dans le cadre de l'accord avec le géant Pfizer pour la commercialisation du vaccin, a-t-il indiqué dans un communiqué. Pfizer avait annoncé vendredi abaisser ses prévisions pour l'ensemble de son exercice 2023, à cause de ventes de produits (vaccin et traitement) liés au Covid-19 inférieures à ses attentes.

Le laboratoire américain a indiqué que ces dépréciations de stocks s'appliqueront aux matières premières, principalement des lipides, achetées pour la production du vaccin au moment de la pandémie, ainsi que des doses de vaccin adaptées à des variants moins contagieux et qui ont été produites à risque. Le chiffre d'affaires que BioNTech va réaliser en 2023 au titre du vaccin contre le Covid va s'en ressentir, a indiqué la société. Il était déjà attendu en chute de plus de deux-tiers cette année, à environ 5 milliards d'euros, par rapport à 2022.

Le laboratoire de biotechnologie, créé en 2008, avait été le premier à voir son vaccin, qui applique la technologie de l'ARN messenger, approuvé dans grand nombre de pays dès la fin 2020, soit quelques mois après l'éclatement de la pandémie. Grâce aux commandes de milliards de doses qui ont suivi, les ventes et bénéfices ont atteint des sommets durant les exercices 2021 et 2022. Mais cette période semble pour le moment révolue, même avec la reprise de l'épidémie de Covid-19 et la nouvelle campagne de vaccination qui commence, notamment en France.

Avant l'ouverture de la Bourse de New York, où BioNTech est cotée au Nasdaq, le titre perdait 5% à 93,5 euros lundi en matinée sur la plate-forme Tradegate. À son plus haut, courant 2021, l'action chérie des investisseurs s'était approchée de 400 euros. BioNTech présentera ses résultats du troisième trimestre le 6 novembre.

TESLA

Des nouveaux coloris à des prix... ahurissants !

Tesla propose désormais sept nouveaux coloris pour deux modèles de sa gamme, les Model 3 et Y. A des prix plutôt... ahurissants ! Soucis de répondre aux demandes de ses clients, le constructeur américain Tesla va proposer 7 nouveaux coloris pour les Model 3 et Y. Malheureusement, cette personnalisation a un coût et il est tellement élevé que cela en devient ahurissant.

Les clients de chez Tesla n'hésitent pas à faire des demandes auprès du constructeur américain.

Le dernier en date : pouvoir personnaliser d'avantage les modèles de la marque, comme par exemple les coloris.

Tesla a donc écouté ses clients et a décidé de proposer 7 nouvelles couleurs pour deux modèles de sa gamme, à savoir la Model 3 et Y.

Au total, 12 teintes officielles seront disponibles au moment d'acheter sa voiture. Attention, les 7 nouveaux coloris sont, pour le moment, disponibles que sur le marché nord-américain.

Une personnalisation qui coûte cher

Et ce n'est pas plus mal. En effet, cette personnalisation coûte cher... sûrement un peu trop ! Voici les prix des différents coloris : Couleur noire, grise et blanche : 7 000 €

Couleur rouge, or, bleu, vert : 7 500 €

De plus, il ne s'agit pas d'une vraie peinture mais bien d'un "wrap", à savoir des films de couleur sur la carrosserie.

Des prix ahurissants qui seront réservés à une partie minime des clients. Et ça, c'est certainement l'objectif de Tesla. En effet, choisir un nouveau coloris c'est une chaîne de production plus lente.

A noter que ce n'est pas la première fois que Tesla propose un objet de personnalisation à un prix élevé.

Pour rappel, il y a un mois de cela, le constructeur américain proposait un nouveau volant Yoke, en échange de 1 000 €.

ZFE

Quels modèles de voiture ne pourront plus y circuler en 2024 ?

Certaines agglomérations en France vont durcir les restrictions de circulation de leur ZFE en 2024. Voici les modèles de voiture qui seront concernés.

Dès le 1er janvier 2024, plusieurs agglomérations vont durcir les règles concernant les ZFE, Zones à Faibles Emissions.

De fait, plus de modèles seront impactés par les interdictions de circulation dans ces fameuses zones. Voici les modèles qui seront impactés par les ZFE dans l'hexagone à partir du 1er janvier 2024.

Au total, 5 agglomérations vont devoir durcir obligatoirement les règles de circulation concernant les ZFE. Il s'agit en effet de Lyon, Marseille, Paris, Rouen et Strasbourg. Une obligation qui résulte du comité interministériel de la qualité de l'air en ville du 10 juillet 2023.

Lors de cette réunion, il a été décidé de séparer les agglomérations en deux. D'un côté, les territoires ZFE, à savoir les 5 agglomérations ci-dessus. De l'autre, on retrouve les territoires de vigilance.

Ces derniers n'ont désormais plus aucune obligation, à part interdire la circulation des voitures non classées Crit'Air avant le 1er janvier 2025.

Quels modèles visés en 2024 ?

Concrètement, les territoires ZFE devront obligatoirement interdire à la circulation aux véhicules ayant une vignette Crit'Air 4.



ZFE : PERMIS OU BANNI ?

D'après le projet de loi « Climat et Résilience » adopté par l'Assemblée nationale en mai 2021



FIAT PUNTO
Essence - 1996



MERCEDES CLASSE E
Diesel - 1999



SEAT IBIZA
Diesel - 2004



RENAULT SCENIC 2
Essence - 2004



MINI COOPER
Essence - 2009



PEUGEOT 3008
Diesel - 2009



TESLA MODEL 3
Électrique

Les modèles en question seront donc les diesels ayant la norme Euro 3, soit immatriculées entre 2001 et 2005. C'est également le cas des deux-roues motorisés d'avant juillet 2004.

Si vous ne savez pas où se

situe votre véhicule dans tout cela, vous pouvez regarder tout simplement son année de commercialisation ainsi que le type de motorisation. Il est également possible de faire une simulation sur le site officiel du gouvernement.

A titre d'exemple, la Peugeot 307 diesel de 2002 ainsi que l'Opel Astra diesel de 2004) auront interdiction de circuler dans les agglomérations concernées par ces restrictions de circulation.

Quand l'IA mélange les genres et imagine le futur de l'automobile !

Comme tout passionné, nous rêvons parfois de ce à quoi pourrait ressembler le futur de l'automobile. L'Intelligence Artificielle Dalle-E 3 les réalise pour nous en mélangeant les genres et segments. Qu'en pensez-vous ?

À l'heure de l'IA et de tous ces progrès en tout genre, on peut commencer à s'improviser designer automobile. Enfin, c'est ce qu'on peut faire croire.

Plus précisément, on peut commander une intelligence artificielle pour qu'elle imagine l'auto de nos rêves. Même elle ne s'improvise pas designer, elle s'inspire de ce qui existe pour faire mieux. Ou pas.

Mais en tout cas, elle peut donner naissance à des choses qui n'existent pas encore. Certains de nos confrères ont déjà utilisé l'IA pour imaginer des futures générations de modèles déjà existants. Nous avons opté pour une approche différente.

Alors que les segments sont bien définis dans l'industrie auto, nous voulions casser les codes. Alors au lieu de demander une Porsche 911 GT3 RS du futur, nous avons opté pour une GT3 RS tout-terrain.

Oui, c'est presque ce que fait déjà Porsche avec la 911 Dakar, mais elle n'a pas une allure de pistarde. Avec notre imagination et l'intelligence de Dall-E 3 proposé par le moteur de recherche Bing, cela donne naissance à quelque chose qui n'existe pas.



Dans un désir de rester sportif, mais pratique, nous avons demandé à cette intelligence artificielle d'imaginer ce qu'aurait pu être l'Aventador de Lamborghini, si elle avait été un monospace.

Et le résultat est dingue. On reconnaît parfaitement les traits et codes stylistiques de la supercar italienne, tout en affichant une silhouette nous faisant penser à un Renault Espace de première ou deuxième génération.

Comme nous avons demandé cela en version futuriste, l'IA s'est chargée d'ajouter des néons et autres lumières sur l'auto. Cela lui donne un côté vaisseau spatial.

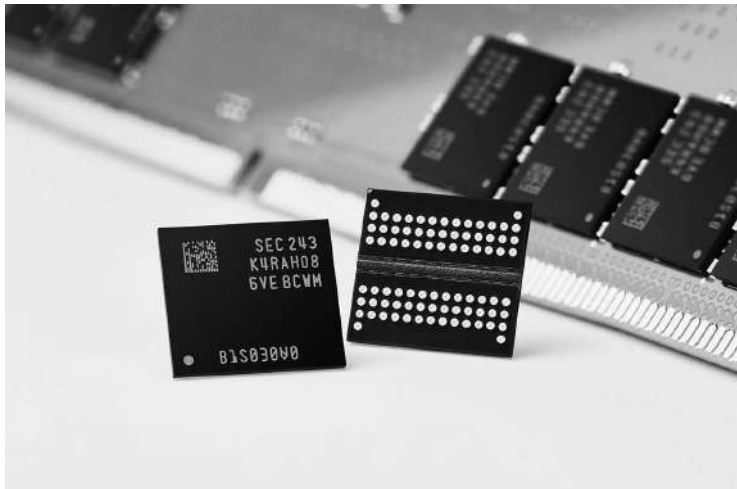
Mais dans l'absolu, tout est probable, jusqu'au coffre de toit qui est inévitable pour toute famille très nombreuse qui voyage en monospace. Dans le même genre, nous avons demandé une Ford Mustang break, ou un SUV Alpine avec 5 places.

DDR4 ET DDR5

Les prix de la mémoire RAM devraient augmenter à la fin de l'année

Après des années de baisses de prix toujours plus conséquentes, la mémoire vive pourrait connaître dans les prochains mois une augmentation de ses tarifs, conséquence de l'augmentation des coûts de fabrication et d'une demande en hausse.

Selon le cabinet taïwanais Trendforce, qui surveille les tendances de l'industrie des nouvelles technologies, les prix de la mémoire vive devraient augmenter durant le dernier trimestre 2023. L'augmentation devrait être légère dans un premier temps, estimée entre 3 et 8%, mais pourrait annoncer une tendance qui se poursuivrait sur 2024. La hausse concernera les barrettes de RAM, mais aussi la mémoire vidéo des cartes graphiques, qui pourrait alors avoir une influence sur le prix de vente des GPU, dont le tarif a beaucoup fluctué après près de deux ans de pénuries. La principale raison de cette hausse attendue vient de Samsung. Le constructeur coréen est un des premiers producteurs de semiconducteurs pour la mémoire vive (DRAM), et a récemment pris la décision de réduire sa production de DRAM afin



d'éliminer son excédent de stock. Face à cette décision, les constructeurs se fournissant chez Samsung pourraient décider de renégocier leurs contrats afin de limiter d'éventuelles pertes, résultant dans des prix de vente qui pourraient augmenter

dans la foulée. Logiquement, cette hausse concernerait aussi bien la DDR4 que sa remplaçante, la DDR5. Cette dernière est sortie en 2020 à des prix prohibitifs (plus de 400 € pour 32 Go) avant de connaître des baisses successives la rendant

plus attractive. À l'heure actuelle, 32 Go de DDR5 peuvent se trouver à partir de 100 € le kit.

Les GPU pourraient aussi être touchés

Autre victime potentielle de cette hausse, la mémoire destinée aux cartes graphiques, où Samsung fournit là aussi beaucoup de clients. Le prix des GPU a connu de très grandes variations depuis 2020 où plusieurs facteurs, notamment la pénurie de matière première ou l'explosion des cryptomonnaies, ont contribué à une forte hausse des prix qui tendait à se résorber depuis 2023. Une nouvelle augmentation pourrait porter un nouveau coup à ce marché qui a déjà souffert de sa situation : les ventes de GPU auprès du grand public se sont effondrées en 2022 et peinent à repartir à la hausse en 2023.

Une faille permet de voler vos cryptos, votre wallet est-il touché ?

Une grave faille de sécurité met en danger les détenteurs de cryptomonnaies. Cette brèche permet de deviner les clés privées de certains portefeuilles numériques. En l'exploitant, les pirates ont déjà volé plus de 900 000 dollars en Bitcoin. D'après SlowMist, une société de cybersécurité spécialisée dans la blockchain, une grave faille met en danger certains détenteurs de Bitcoin. La brèche, initialement découverte par les chercheurs de Distrust, a permis à des cybercriminels de dérober plus de 900 000 dollars aux investisseurs rien qu'en août 2023, avance SlowMist. La vulnérabilité se trouve dans Libbitcoin Explorer, un outil qui fournit une interface pour explorer la blockchain Bitcoin. L'utilitaire est exploité par de nombreux développeurs de l'industrie des cryptomonnaies. Libbitcoin Explorer est d'ailleurs implémenté dans une large variété de portefeuilles numériques, qui se retrouvent de facto vulnérables aux attaques.

Les États-Unis investissent 7 milliards de dollars dans l'hydrogène propre

Coup de fouet pour l'hydrogène. Aux États-Unis, l'administration Biden veut créer sept « hubs » à travers le pays pour produire de l'hydrogène plus propre et créer des sources d'énergie pour le secteur manufacturier, les transports, les entreprises et les foyers. Un projet à 7 milliards de dollars. L'hydrogène est souvent présenté comme une source d'énergie propre et durable, mais tout dépend de la manière dont il est produit. Si cette production est issue d'énergies fossiles, on perd beaucoup en efficacité environnementale. De même, le stockage et le

transport de l'hydrogène rend la distribution plus compliquée. Plus propre, plus proche Le projet dévoilé par la Maison Blanche vise à répondre aux principaux reproches faits à cette énergie. D'une part, l'administration Biden veut implanter sept hubs régionaux de production d'hydrogène, ce qui rapprochera l'énergie des entreprises et des foyers. D'autre part, l'hydrogène de ces infrastructures sera produit par électrolyse, une méthode considérée à faible impact pour l'environnement. Si le projet aboutit, ces hubs produiront col-

lectivement trois millions de tonnes d'hydrogène propre chaque année, ce qui représente un tiers de l'objectif 2030 de production de cette énergie pour les États-Unis. Ils pourraient éliminer 25 millions de tonnes d'émissions de dioxyde de carbone chaque année, ce qui équivaut aux émissions annuelles de 5,5 millions de véhicules à essence. En termes financiers, les 7 milliards de dollars d'argent public prévus devraient permettre d'attirer « plus de 40 milliards d'investissements privés » et créer des dizaines de milliers d'emplois « bien payés »

GOOGLE PIXEL 8 PRO VS PIXEL 7 PRO

Quelles différences, faut-il craquer ?

Maintenant que le Google Pixel 8 Pro est disponible, vous vous demandez peut-être si cela vaut le coup de remplacer votre Pixel 7 Pro par le dernier smartphone haut de gamme de la marque ? Voici quelques éléments de réponses pour vous aider à faire votre choix.

Le Pixel 8 Pro est là et vous pouvez retrouver notre test complet dans lequel nous vous livrons notre avis complet sur le produit. Mais Google vend toujours le Pixel 7 Pro. Il est donc légitime de se poser la question de l'intérêt de choisir l'un ou l'autre. Pour vous aider, on fait le point sur les similitudes et les différences entre les deux produits dans ce vers.

La première chose évidente est que les deux smartphones partagent le même gabarit, la même diagonale d'écran de 6,7 pouces et le même poids, à quelques grammes près. Le Pixel 8 Pro est donc



un grand smartphone, au même titre que son prédécesseur ou qu'un Galaxy S23 Ultra, par exemple. La certification d'étanchéité IP68 est également reconduite, tout comme les 12 Go de RAM. La technologie OLED, la protection d'écran Gorilla Glass Victus ainsi que

l'écran 120 Hz sont des caractéristiques partagées par les deux smartphones. En revanche, le Pixel 8 Pro peut descendre sa fréquence de rafraîchissement jusqu'à 1 Hz pour économiser de la batterie, ce qui n'est pas le cas du 7 Pro. Côté batterie, il y a un peu de change-

ment, mais ce dernier n'est pas significatif. En effet, on passe de 5000 mAh à 5050 mAh. Les améliorations sur l'autonomie mentionnées dans notre test sont surtout à aller chercher du côté de la nouvelle puce et des optimisations logicielles. Le jeu des sept différences commence avec le bloc caméra qui représente le changement esthétique le plus notable. Ainsi, l'ensemble des modules sont maintenant intégrés dans une seule forme arrondie, comme cela était déjà le cas l'année dernière sur le Pixel 7. Concernant l'écran, le Pixel 8 Pro profite désormais d'un écran plat et non plus incurvé. La résolution du smartphone a aussi été revue à la hausse, passant de 489 ppp à 512 ppp. Non, vous ne verrez probablement pas la différence. En revanche, le niveau de luminosité maximum augmente de manière notable : de 1500 cd/m2 pour le Pixel 7 Pro à 2400 cd/m2 pour le Pixel 8 Pro.

Mots fléchés

Type de peinture		Consentir		Entre 3 et 4		Tenue à l'écart		Conduites		Anonyme		Porte la culotte	
Abais-sements						Cardinal		Se mire dans la Bresle		Patron des orfèvres		Courage aveugle	
Signe d'amitié		Digne de confiance		Ferré intime	Courant						Suit le docteur		
					Gouet						Allonger		
								Pensée					
								Catégorie de véhicules					
Aller sans but						Inflam-mation							Férule
Bégaye						Myriapode							
										Armée révolu-tionnaire			
										Moche			
Poème				Exuvie				Costumes en Inde					
Tour d'hélice				Ôter l'eau				L'unanimité					
					Faute au tennis				Réjouis-sance				
									Fendue				
Dureté de mine			Écrivain français				Propo-sition						Façon d'être
Recueil de cartes			Arbuste				Bombé						
					Mousseline	Peau de vache					Éruptions cutanées	Île de France	
						Saint normand							
Véhicules													
Avant nous													
		Avant de la coque						Acide					
		Aperçu											
Noirs						Puissante industrie						Évolue dans l'eau	Petit poisson
Écuyer anglais													
						Noeud ferro-viaire		Souve-raine					
								Visqueux					
Condiments		Jeune rongeur		Matière à bouchon						Pointe de terre			
				Teinté						Version française			
							Élévation						
							Sous roumains						
Lâchai un gaz	Ouvre les baies					Déchiffré			Hautain				
	Première dame					Amas							
					Équipe sportive					Lettres d'étourdi		Vers les Pyrénées	
Pronom					Premier en France				Évalua				
Pièce jaune													
			Lentilles bâtar-des				Débris de verre						

Entretien téléphonique entre le Président Tebboune et son homologue italien

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a eu ce lundi, un entretien téléphonique avec son homologue italien, Sergio Mattarella, lors duquel ils ont échangé les vues sur les relations bilatérales exceptionnelles entre les deux pays amis dans plusieurs domaines, indique un communiqué de la Présidence de la République. « Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a eu, ce jour, un entretien téléphonique avec le président de la République italienne, Sergio Mattarella, lors duquel ils ont échangé les vues sur les relations bilatérales, et salué la solidité de ces relations exceptionnelles et de haut niveau établies entre les deux pays amis dans plusieurs domaines », lit-on dans le communiqué.



LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR S'ENTRETIENT AVEC SON HOMOLOGUE LIBYEN

De nombreuses questions d'intérêt commun abordées

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, s'est entretenu, ce lundi à Alger, avec son homologue libyen, Imed Trabelsi, en visite de travail en Algérie. Cette rencontre qui s'est tenue au siège du ministère de l'Intérieur a réuni les délégations des deux pays. M. Merad a déclaré, à cette occasion, que « de nombreuses questions d'intérêt commun ont été abordées, notamment la lutte contre les stupéfiants et l'émigration clandestine », soulignant que les peuples des deux pays « sont liés par une histoire et un destin communs ». Le ministre libyen a exprimé, pour sa part, la reconnaissance de son pays pour la solidarité de l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son soutien au peuple libyen frère lors des dernières inondations qui ont ravagé la ville de Derna et ses environs.

JAPON

Léger repli de la production industrielle en août

La production industrielle japonaise a légèrement reculé en août (-0,7% sur un mois) selon un chiffre révisé publié lundi, alors qu'une évolution stable avait été annoncée lors d'une première estimation fin septembre. Il s'agit ainsi du deuxième mois de baisse d'affilée de cet indicateur, après -1,8% en juillet. Sur un an, la baisse en août a été plus marquée (-4,4%). Les expéditions de biens manufacturés nippons en août ont reculé de 0,3% sur un mois et les stocks ont diminué de 1,3%, selon les chiffres révisés du ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (Meti). Le ralentissement économique mondial - et notamment la faiblesse de la reprise en Chine - pèse sur la demande extérieure pour les produits industriels nippons.

SOUS-TRAITANCE INDUSTRIELLE

La 8^e édition d'Algest 2023 s'ouvre à la Safex

La 8^e édition du Salon international de la sous-traitance industrielle (Algest 2023) s'ouvre à la Safex, avec la participation d'une centaine d'exposants, représentant, entre autres, les secteurs de l'industrie militaire, la mécanique de précision, la métallurgie, la fonderie, l'énergie, le textile et les travaux publics. Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a indiqué que la sous-traitance industrielle revêt une importance capitale et son développement constitue l'une des conditions pour la réalisation des objectifs arrêtés par les pouvoirs publics en matière de relance industrielle. Dans son allocution prononcée par le directeur général de la promotion des investissements, Salah Bousbiaâ, le ministre a indiqué que le gouvernement œuvre, dans sa stratégie consacrée à ce secteur, à assurer les meilleures conditions aux entreprises industrielles afin qu'elles réalisent leur développement, garantissent leur durabilité et jouissent de la plus grande compétitivité. «Le développement de l'intégration nationale contribuera à la substitution des importations et à la réduction du poids de la facture des importations», indique-t-il. Il s'agit d'un objectif pour lequel l'État a déployé tous ses efforts «en libérant l'initiative privée, en créant un climat d'affaires approprié et en garantissant davantage d'opportunités pour les investisseurs». Le ministre a tenu à rappeler que le secteur industriel fait partie des secteurs sur lesquels l'Etat compte beaucoup pour atteindre les objectifs stratégiques, notamment en ce qui concerne le développement des filières industrielles prioritaires à haute valeur ajoutée, la promotion des activités innovantes et celles en rapport avec l'économie de la connaissance. Ceci permettra, a-t-il ajouté, de «créer des postes d'emploi permanents, d'améliorer les compétences en ressources humaines et de renforcer la compétitivité de l'économie nationale et sa capacité à exporter».



Pour sa part, le président des Bourses de sous-traitance et de partenariat (BASTP), Kamel Agsous, a souligné que cette nouvelle édition d'Algest «consacrera les dernières orientations des pouvoirs publics en matière de restructuration industrielle, notamment au niveau des secteurs de l'automobile, des start-up et du développement durable».

Synthèse R E.

ATTAF REÇOIT SON HOMOLOGUE TOGOLAIS

Les développements de la situation dans la région sahélo-saharienne évoqués

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a reçu, ce lundi au siège du ministère, son homologue togolais, Robert Dussey, arrivé en Algérie pour participer à la 20^e session de la Réunion ministérielle des pays africains-pays nordiques, selon un communiqué du ministère. « Les entretiens entre les deux parties ont porté sur les moyens d'insuffler une nouvelle dynamique aux relations entre les deux pays, en intensifiant les efforts pour enrichir le cadre juridique de la coopération bilatérale et activer les mécanismes bilatéraux, dont la Commission

mixte algéro-togolaise de coopération qui doit se tenir lors du premier trimestre de l'année prochaine à Lomé », précise la même source. A cette occasion, « les deux parties ont évoqué les développements de la situation dans la région sahélo-saharienne, notamment l'évolution de la crise au Niger et au Mali, et les efforts déployés pour faire prévaloir le dialogue en privilégiant les solutions pacifiques garantissant la sécurité et la stabilité dans ces deux pays frères et dans toute la région », ajoute le communiqué. Dans une déclaration à la presse au terme de la rencontre, M. Dussey a indiqué que « nous avons convenu, lors

de ces discussions, d'une réunion l'année prochaine au Togo pour réexaminer tous les accords en suspens et les accords signés, afin d'établir un nouveau cadre de travail, concernant notamment les questions économiques, mais aussi pour renforcer les concertations politiques essentielles entre les deux pays ». Le chef de la diplomatie togolaise a salué l'organisation par l'Algérie, à partir de mardi, de la réunion ministérielle des pays africains-pays nordiques, soulignant à ce propos que l'Algérie « joue un rôle primordial et important en Afrique, un rôle soutenu pleinement par le Togo ».

COOPÉRATION

Début des travaux de la 12^e commission mixte algéro-vietnamienne

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a coprésidé à Hanoï (Vietnam) les travaux de la 12^e commission mixte algéro-vietnamienne avec le ministre vietnamien de la Construction, Nguyen Van Thang, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère. Les travaux de cette commission "s'inscrivent dans le cadre de la dynamique marquant la coopération bilatérale entre les deux pays, l'objectif étant de ren-

forcer les relations importantes et de raffermir les liens historiques qui les unissent", ajoute le communiqué, soulignant que "les représentants des secteurs ministériels participant à cette commission auront à évaluer le niveau de coopération et à examiner la possibilité de la développer dans divers domaines". En marge de la commission, M. Aoun a été reçu par M. Nguyen Van Thang, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer le partenariat et la

coopération bilatérale, notamment dans le domaine commercial, précise le document. Lors de la réunion qui s'inscrit dans le cadre du "renforcement et de la consolidation de la coopération bilatérale entre les deux pays amis, notamment dans le domaine commercial", les deux parties se sont félicitées des relations "historiques bilatérales qui les unissent, soulignant la nécessité de les renforcer et de les développer dans divers domaines", ajoute le communiqué.

Les travaux de la commission mixte algéro-vietnamienne se poursuivront jusqu'à mercredi, les deux parties devant effectuer une évaluation globale de la coopération bilatérale et examiner les nouvelles perspectives relatives au partenariat et à l'investissement, en vue de donner un nouveau souffle aux relations bilatérales. M. Aoun présidera, en marge des travaux, le Forum des hommes d'affaires algéro-vietnamien.